

VISÓ

REVUE DES ÉTUDIANTS DE L'INSTITUT
DE JOURNALISME BORDEAUX AQUITAINE

SANG NEUF EN ROUMANIE





La Roumanie coûte cher à l'UE

Depuis 2007, la Roumanie bénéficie de subventions européennes, comme tous les pays de la zone. C'est le principe de la construction européenne : les pays les plus riches aident les plus pauvres. Certes, la Roumanie tire des bénéfices de son adhésion à l'Union, mais elle lui offre aussi beaucoup de ses forces vives. Un eldorado pour les entreprises d'Europe de l'Ouest qui bénéficient ici d'une main-d'œuvre moins chère.



Les Roumains sont tous des Roms

« Roumain » désigne tout habitant de la Roumanie, qui compte 19 minorités. Les Roms représentent 5% de la population et sont donc la seconde ethnie en nombre, après les Hongrois. Arrivés d'Inde au XIII^e siècle, ils se sont installés en Europe de l'Est et ont été réduits en esclavage en Roumanie, jusqu'à son abolition en 1856. Pendant la Seconde Guerre mondiale, près de 500 000 Roms ont été déportés et exterminés, dont environ 36 000 Roumains. Cette période de l'histoire n'est pas toujours bien enseignée dans les écoles.

Bucarest, c'est moche

Le palais de Ceausescu, avec ses 1 100 pièces, est le témoin de l'impact du régime communiste sur l'architecture. Pourtant, plusieurs époques cohabitent dans la capitale. À quelques mètres d'une église de style Renaissance surgit un palais néo-classique, puis une maison Art nouveau en face d'une barre d'immeuble des années 1950. L'empreinte française reste forte. Les édifices haussmanniens construits au XIX^e siècle ont valu à Bucarest le surnom de « petit Paris des Balkans ».



L'économie la moins dynamique d'Europe

Oui, après la Bulgarie, le niveau de vie roumain est le deuxième plus bas d'Europe, et le PIB par habitant est aussi l'un des plus faibles. Mais la Roumanie est la vedette européenne de la croissance, avec ses 4,2 % en 2018 (contre 1,5 % en France). Autre indicateur : 96 % des habitants sont propriétaires de leur logement. Un chiffre qui s'explique par une politique de rachat des biens immobiliers à la chute du régime communiste.

Pays de folklore

Le folklore roumain ? Des violons tziganes et des costumes traditionnels. Comme quoi, l'amalgame Roms/Roumains a la peau dure... Même si ces traditions existent, comme les danseurs de flamenco en Espagne ou les gondoliers à Venise, la culture roumaine ne se résume pas à ça. La nouvelle vague du cinéma est récompensée à Cannes et les DJ locaux font danser l'Europe



Le comte Dracula est un personnage de fiction

Si le héros du roman de Bram Stoker est inventé, il s'inspire d'un personnage historique : Vlad III Basarab, prince de Valachie au milieu du XV^e siècle. Son surnom, Draculea, « le fils du dragon », lui vient de son père, Vlad II Dracul. Aujourd'hui, la figure de Dracula est utilisée à des fins commerciales, avec des *Dracula Tour*, des visites de sa demeure natale, ou des porte-clés souvenirs.

Au menu, du chou et des patates

Fermez les yeux et imaginez... un bon plat roumain. Ça ne vous dit rien ? En France, la gastronomie roumaine est méconnue. Pourtant, le patrimoine culinaire du pays est très riche et diversifié. Un point commun à presque tous les plats nationaux : la viande. La polenta, appelée « mamaliga » est l'autre star de la gastronomie locale. Elle est souvent servie comme accompagnement du traditionnel « sarmale » : une paupiette de porc roulée dans du chou, qui, lui, est bien le légume fétiche des Roumains.

Il y a trop de médecins roumains

Où, exactement ? En France ? Non. Les 4 730 médecins roumains qui exercent dans l'Hexagone comblent les déserts médicaux. Leur formation universitaire leur permet d'exercer en France, grâce à l'équivalence des diplômes européens. En Roumanie alors ? De nombreux étudiants français, recalés après leur première année, viennent étudier dans le pays, où le système est moins sélectif. Mais la plupart ne sont pas séduits et rentrent ensuite exercer chez eux. Les Roumains se voient donc obligés de faire appel à des médecins lituaniens ou bulgares.



Un pays déconnecté

Vous cherchez un bon accès à Internet ? Venez en Roumanie. La connexion y est deux fois plus rapide qu'aux États-Unis. Le pays détient la 4^e meilleure vitesse de connexion au niveau européen, quand la France n'est que 14^e. À Bucarest, la 4G fonctionne même dans le métro. La culture geek est très présente depuis les années 1980 : Ceausescu avait lancé un programme pour l'apprentissage de l'informatique dans les écoles. Aujourd'hui, Cluj-Napoca, est appelée la « Silicon Valley de l'Europe » grâce à toutes les applications et sites Internet qui y sont développés.



Tout le monde roule en Dacia

Dacia, c'est le fleuron de l'économie roumaine. Créée en 1966, l'entreprise a été rachetée et filialisée par Renault en 1999. Depuis, l'usine Dacia de Pitesti, au nord-ouest de Bucarest, produit près de 30 % des véhicules de la marque au losange et représente à elle seule 5 % du PIB du pays. Pour autant, les Roumains ne sont pas chauvins. Dans les rues de la capitale, on croise autant de Volkswagen que de Dacia.



ÉDITO

Certains anniversaires se célèbrent. D'autres pas. Trente ans après la chute du communisme et l'exécution des époux Ceausescu, les Roumains n'ont pas le cœur à la fête. Aucune scène de liesse. La présidence de l'Union européenne (UE), obtenue dans le froid hivernal de janvier 2019, n'a pas soulevé plus d'enthousiasme. Tout un symbole. Le message de modernité estampillé UE ne parvient pas à gommer les quarante-trois ans de communisme, qui continuent de vampiriser les esprits. Le discours europhobe, martelé par les dirigeants, s'ajoute au marasme.

Pourtant, la population refuse d'écouter les sirènes du populisme et du nationalisme. Elle cherche d'autres solutions. Des frontières occidentales à la mer Noire, en passant par les Carpates, la prise de conscience est collective. Les actions coups de poing se multiplient, les manifestations sont quasi quotidiennes, les initiatives citoyennes résorbent peu à peu les carences du pouvoir en place.

Visó a donné la parole à celles et ceux qui font bouger la Roumanie. À travers une série de portraits, nous nous sommes intéressés à leurs batailles, leurs convictions et leurs espoirs. Nous avons mis en lumière, avec une approche journalistique inédite, « l'enquête-rebond », les rouages de la corruption, machine silencieuse mais omnipotente.

Tous agissent dans l'ombre d'un système défaillant. Avec une rage qui vient des tripes, ils se résignent pas. L'heure n'est pour l'instant qu'aux préparatifs. Mais, en toute discrétion, la fête s'organise.

🇷🇴 Antoine Belhassen et Manon Pélissier

Note à l'attention du lecteur

Le roumain ou « limba romana » est une langue d'origine latine, proche du français et de l'italien, parlée par plus de 24 millions de personnes dans le monde. Pour le confort de lecture, nous nous sommes permis de supprimer les phonèmes et marques d'accentuation.





REPÈRES

Textes Paolo Philippe
Infographies Fred Augry

1881

NAISSANCE D'UN PAYS

Après plus de quatre siècles d'autonomie sous l'influence ottomane, l'une des principautés de la Moldavie et la Valachie fusionnent en 1859 et deviennent le royaume de Roumanie en 1881.



1938

LA ROUMANIE DEVIENT UNE MONARCHIE AUTORITAIRE

Le roi Carol II instaure sa dictature personnelle.

1940

HITLER SOUMET LA ROUMANIE

Adolf Hitler renverse le roi et le remplace par le maréchal Antonescu. La Roumanie devient un régime pro-nazi en juin 1941.



1918

EXPANSION ROUMAINE

La Bessarabie (partie orientale de la Moldavie), la Bucovine et la Transylvanie (territoires austro-hongrois et russes peuplés de roumanophones) proclament leur indépendance et se rattachent à la Roumanie.



1947

DÉBUT DES ANNÉES COMMUNISTES

Après un coup d'État soutenu par l'Armée rouge en mars 1945, la monarchie est abolie le 30 décembre 1947. Le Parti communiste met en place un régime totalitaire. C'est le début de l'ère communiste, qui dure quarante-trois ans.

mars 1965

CEAULESCU ARRIVE AU POUVOIR

Le dictateur devient premier secrétaire du Parti ouvrier. Le « Conducator » (le chef) est élu président du Conseil d'État en 1967 et président de la République en 1974. Il développe le culte de la personnalité et se surnomme le « génie des Carpates ».



décembre 1989

LA RÉVOLUTION RENVERSE CEAULESCU

Des émeutes gagnent le pays et aboutissent au renversement du dictateur. Il est fusillé avec son épouse Elena le 25 décembre, après un procès expéditif. C'est le début de la chute du communisme.

2004

LA ROUMANIE REJOINT L'OTAN

1990

RÉTOUR DE LA DÉMOCRATIE

L'ex-communiste Ion Iliescu (Front de salut national, futur PSD) est élu président en mai 1990. En 1994, le colossal palais du Parlement, construit par Ceausescu, accueille la Chambre des députés, puis le Sénat, à partir de 2005.

janvier 2007

ENTRÉE DANS L'UNION EUROPÉENNE

Le pays ne fait cependant toujours pas partie de l'espace Schengen.

janvier 2019

PRÉSIDENTE TOURNANTE DE L'UE POUR SIX MOIS

décembre 2019

ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE

Le chef de l'État Klaus Iohannis (centre-droit) brigue un second mandat, dans un pays où le poids du président est souvent symbolique.

2020

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES

Un rendez-vous majeur pour le Parti social-démocrate de Liviu Dragnea, majoritaire au Parlement mais fortement contesté par la rue.

DOUBLE JEU ROUMAIN

Basculera, basculera pas ?

Entre une justice muselée et un État de droit bafoué, le pays se rapproche dangereusement du bloc populiste, mené par le Hongrois Viktor Orban.

Récit d'un divorce consommé entre le peuple, résolument pro-européen, et ses gouvernants, à la veille d'élections européennes décisives.

Texte Mélanie Volland, infographies Mathilde Musset



Le palais du Parlement abrite la Chambre des députés et le Sénat. Cette année, il est aussi utilisé pour la présidence tournante de l'Union européenne. Photo Mélanie Volland.

La Roumanie est dos au mur. Le pays s'est engagé à lutter contre la corruption en janvier 2019, en accédant à la présidence tournante de l'Union européenne (UE). Or, Laura Codruta Kovesi, la procureure roumaine pressentie par Bruxelles pour diriger le parquet européen anticorruption, se retrouve persécutée et freinée dans sa mission (lire page 52). De quoi alimenter plus encore les soulèvements populaires. Partout, les citoyens manifestent à la fois leur ras-le-bol et leur attachement à l'UE. En écho à ces mouvements citoyens, deux jeunes partis, l'Union sauvez la Roumanie (USR) et le Parti de la liberté, de l'unité et de la solidarité (Plus), se sont structurés, et entendent peser sur les prochaines échéances électorales.

Le Parti social-démocrate (PSD) est de nouveau au pouvoir depuis l'élection présidentielle de 2014. Fruit d'une alliance entre anciens communistes, socialistes et nationalistes de gauche, il voit son assise renforcée par les législatives de 2016, remportant près de 46 % des suffrages, soit le meilleur score d'un parti politique depuis 1990. Aujourd'hui, il réinvestit le discours nationaliste, devenu fer de lance d'une rhétorique antibruxelloise.

La campagne pour les européennes du 26 mai 2019 illustre parfaitement cette volonté d'un retour à la « Grande Roumanie ». Dans les rues de Bucarest, les affiches du PSD annoncent la couleur. Le slogan « La Roumanie mérite bien mieux » se détache sur un fond aux couleurs nationales. On en oublierait presque la dimension européenne de l'élection. « *Il ne s'agit pas d'un message contre l'UE, nous espérons au contraire pouvoir construire une nouvelle Europe* », rétorque Petre Florin Manole, le seul député PSD qui ait accepté de nous répondre, malgré plusieurs sollicitations. Dans l'opposition, Cristian Preda, député européen affilié au groupe du Parti populaire européen (PPE), livre une tout autre lecture : « *L'adhésion à l'UE faisait pourtant consensus au sein de la population depuis le début des années 2000* », analyse Cristian Preda.

Après un projet d'union des Balkans avorté à la fin des années 1990, les Roumains se sont rangés derrière la préparation d'une candidature à l'entrée dans l'UE. « *La participation aux élections européennes était faible. Les citoyens n'étaient pas incités à voter, puisqu'il n'y avait aucun débat autour de l'appartenance à l'Europe. En 2009, 27 % de la population a voté, soit le taux de participation le plus bas depuis des dizaines d'années* » Or, peuple et élites se déchirent depuis peu sur la question



« La Roumanie mérite bien mieux », slogan du PSD. Photo Mélanie Volland.



Manifestation de soutien à Laura Codruta Kovesi. Photo Mélanie Volland.



Livi Dragnea, accusé de corruption, ne peut se représenter à l’élection présidentielle. Photo Daniel Mihailescu/AFP.



Le président Klaus Iohannis, dont le rôle est surtout honorifique, est en conflit ouvert avec Livi Dragnea. Photo Longin Wawryniewicz.

LES GOUVERNANTS

Président : Klaus Iohannis (PNL), mandat de cinq ans

Première ministre : Viorica Dancila (PSD-ALDE)

Président de la Chambre des députés : Livi Dragnea (PSD-ALDE)

Président du Sénat : Calin Popescu-Tariceanu (PNL)

européenne. D’après l’élu, qui a choisi de ne pas se représenter au Parlement européen pour se consacrer à la politique nationale, le scrutin de mai 2019 est « un test pour le gouvernement, mais aussi pour la population, qui choisira ou non d’exprimer son attachement à l’Europe ». L’analyse est partagée par Domnica Gorovei, professeure de science politique à la faculté de Bucarest, pour qui les récentes manifestations dans la capitale, place Victoriei, témoignent de ce « clivage entre nouveaux partis anticorruption et partis traditionnels ». D’un côté, on retrouve les jeunes formations, USR et Plus, gonflées à bloc par le soulèvement populaire et résolument pro-européennes. De l’autre , le PSD, qui désigne Bruxelles comme bouc émissaire et exalte la souveraineté. « Une partie de la population revendique son appartenance à la nation, tout en rappelant qu’elle est aussi européenne. Notre place a toujours été dans l’Europe. On peut même parler de nationalisme européen », avance Domnica Gorovei. Elle s’étonne ainsi du discours consistant à dissocier la Roumanie de l’UE, alors que celle-ci en fait directement partie.

La tentation Orban

À la veille d’élections européennes cruciales, le pays regarde du côté de la Hongrie. Dirigée par Viktor Orban, elle aussi est prête à céder aux sirènes de « l’illibéralisme », cette doctrine qui sape les libertés pour asseoir sa domination. « Il faut dire qu’il existe un public pour l’illibéralisme en Roumanie », admet Cristian Preda. Il accuse notamment le PSD de vouloir altérer les institutions pour masquer ses affaires de corruption et miner l’État de droit. « Ils ont stigmatisé la procureure anticorruption Kovesi, pourtant adoubée par l’UE. » Petre Florin Manole, lui, déplore : « Quand on parle de Roumanie, on se focalise sur Kovesi, alors qu’il y a d’autres questions, comme l’accès à l’éducation pour les populations roms, qui n’intéressent personne. »

Cette tentation illibérale n’est pas propre à la Roumanie. « Orban a inspiré beaucoup de politiciens dans la région, note Joël Le Pave, journaliste indépendant en Hongrie. Tout le monde sait que

Livi Dragnea (président du PSD et de la Chambre des députés, ndlr) tient le pays et qu’il n’est plus du tout sur la même ligne que Iohannis, le président », analyse-t-il encore, avant d’ajouter : « En Hongrie, c’est différent, le président adhère à la doctrine Orban. Le Premier ministre tire les ficelles. »

L’idéal socialiste, que portait hier le PSD, est aujourd’hui dévoyé, pour se fondre petit à petit dans la ligne politique hongroise. Une rhétorique commune, qui dédouane Schengen et vise l’UE. « C’est un problème assez général dans l’ancien bloc communiste. Il existe un conflit entre la philosophie démocratique et les idées libérales », complète Cristian Preda, pour justifier les récentes dérives menaçant l’État de droit. Le basculement idéologique du parti au pouvoir est tel qu’il provoque un soulèvement populaire, notamment à Bucarest.

Petits arrangements entre amis

Au-delà même d’un test électoral à propos de l’Europe, les élections de mai 2019 permettent de mesurer le degré de saturation de l’opinion face à la corruption, en prévision de la présidentielle, en fin d’année. Le PSD a en effet institutionnalisé un système de maintien au pouvoir qui en écœure plus d’un. « Livi Dragnea a été condamné à deux reprises pour corruption et fraude électorale. La loi prévoit qu’il ne peut être réélu ni qu’il devienne Premier ministre ou ministre. Des personnes inconnues du grand public sont donc devenues ses marionnettes », déplore le député européen.

Lui-même a essuyé les foudres du PSD. « J’ai critiqué le gouvernement au Parlement européen. Ils ont annoncé la nécessité de faire passer une loi de diffamation à l’encontre de l’État. Ils font l’erreur d’associer le pays au gouvernement. Vous ne pouvez critiquer l’un sans viser l’autre, si l’on suit leur logique », tacle-t-il, amer. Un mécanisme d’intimidation dans la même veine que celui qui vise la procureure Kovesi.

Plus dérangeant encore, Viorica Dancila, la Première ministre, multiplie les faux pas. Le dernier en date : le déplacement de l’ambassade d’Israël à Jérusalem. « Elle a avoué durant son discours que cela allait à l’encontre de son opinion personnelle. Son amateurisme agace », confirme Domnica Gorovei.

La nation roumaine en a trop dit pour continuer à se taire. Beaucoup espèrent que l’alliance USR, avec ses 27 députés actuels, et Plus, nouvellement formé, parviendra à obtenir plus de 20 % des voix, afin d’orienter durablement la politique européenne du pays. Les deux jeunes partis proposeront d’ailleurs un candidat commun à l’élection présidentielle et mettent en avant des idées pro-environnementales, absentes du débat national depuis la disparition du dernier parti écologiste, en 1996. Le défi sera celui de la participation. Deux options sont sur la table. Le PSD peut, en cas de faible mobilisation, l’emporter et renforcer le bloc populiste en formation en Europe de l’Est. En revanche, un sursaut citoyen pourrait faire pencher la balance du côté du progressisme. L’ultime rempart face au populisme. ●●●



Sénat



Chambre des députés

LES FORCES POLITIQUES

- PSD : Parti social-démocrate, issu de la scission du Front de salut national (FSN), parti né à la chute de Nicolae Ceausescu, en 1989.
- ALDE : Alliance des libéraux et des démocrates. Allié avec le PSD.
- PNL : Parti national libéral, parti présidentiel.
- USR : Union sauvez la Roumanie, jeune parti anticorruption, né de l’initiative citoyenne Union sauvez Bucarest, fondé par la franco-roumaine Clotilde Armand. D’obédience libérale et écologiste.
- PMP : Parti mouvement populaire.
- UDMR : Union démocrate magyare de Roumanie, qui représente les votes de la minorité hongroise en Transylvanie.
- Autres minorités nationales
- Non-affiliés
- Non-inscrits



LIEUX DITS

p. 14	Mauvais plan culte
p. 18	Un point de Hongrie
p. 32	Bourgogne enraciné
p. 35	Champs de bataille
p. 36	Un pacte vert
p. 78	Partie remise au casino
p. 82	Le palais de la petite reine
p. 84	Gare à l'exode

ENQUÊTE-REBOND PISTER LA CORRUPTION p. 20



HÔPITAUX
PRESSE
RÉSEAUX SOCIAUX
POLITIQUE
PÉTITIONS
UNIVERSITÉS

DOSSIER

ILS BOUSCULENT LA ROUMANIE

p. 38



ONG, activistes, citoyen·ne·s,
entrepreneurs...
13 rencontres

PORTFOLIO

ABYSSAL SECTEUR 5

p. 54



Cristian Mungiu, cinéaste



Gabriela Adamesteanu, écrivaine

REGARDS D'ARTISTES

p. 86



Mauvais plan culte

La cathédrale du Salut-de-la-Nation, dernier projet pharaonique de l'Église roumaine, deviendra en 2024 l'édifice orthodoxe le plus haut du monde. Financée par l'État, elle divise l'opinion et cristallise la défiance à l'égard du pouvoir religieux.

🌈 Lohan Benaati

Lorsqu'elle sera finalisée, la cathédrale dépassera en hauteur le palais du Parlement, deuxième bâtiment administratif le plus grand du monde, derrière le Pentagone.

Photo Lohan Benaati.



« La cathédrale n'est pas si grande, sa taille est normale », juge Alexandru Barna, défenseur du projet.

Photo Lohan Benaati.

Hérissé d'immenses grues, le chantier se devine à des centaines de mètres à la ronde. Depuis huit ans, des dizaines de travailleurs en gilets jaunes s'y affairaient, entre les tas de ferraille et le ballet des tractopelles. En fond, une énorme masse de briques rouges, froide et majestueuse, s'élève dans le ciel bleu de Bucarest. Face au célèbre palais du Parlement, elle surplombe l'immense résidence de l'ancien dictateur Nicolae Ceausescu, dans un effet de perspective déroutant. La force du symbole n'échappe à personne.

La cathédrale du Salut-de-la-Nation, du haut de ses 120 mètres, sera en 2024 le plus grand monument du monde orthodoxe. Le dernier projet colossal de la puissante Église, désireuse de s'offrir une construction à la hauteur de son influence. La facture, elle aussi, s'avère faramineuse : le patriarcat n'a pas clairement communiqué sur le coût final, qui excéderait 300 millions d'euros, financé à plus de 70 % par l'État et la mairie de la capitale. Un montant exorbitant qui divise la société de l'un des pays les plus pauvres de l'Union européenne, où le déficit d'infrastructures

est effarant. Aux yeux des orthodoxes de confession, qui représentent 86 % de la population selon les chiffres officiels du dernier recensement de 2011, elle apparaît pourtant comme une nécessité. « Cette cathédrale, c'est un miracle ! Les gens sont heureux en la voyant, s'exclame avec enthousiasme Ileana Badea, une quadragénaire, directrice de l'association Apin, qui vient en aide aux enfants défavorisés. Au début, je pensais que l'argent aurait mieux fait d'être investi ailleurs. Mais le gouvernement a débloqué des fonds, et ce budget était prévu. Alors, pourquoi se plaindre pour quelque chose dont les gens ont besoin ? »

« Un symbole de paix »

La consécration de la cathédrale a eu lieu le 25 novembre 2018, en présence de plusieurs milliers de personnes et du patriarche Daniel, primat de l'Église orthodoxe roumaine, pour fêter le centenaire de « la Grande Union », l'État de Roumanie actuel. « Bucarest n'a jamais eu la chance d'avoir sa cathédrale pour célébrer les héros de la guerre d'indépendance de 1877 et des deux guerres mondiales, rappelle Alexandru Barna, professeur à la fa-

culté de théologie orthodoxe de la capitale. C'est un symbole de paix et d'unité de la nation important après la période communiste, qui a fait beaucoup de mal à l'Église. »

Durant plus de deux décennies, la dictature de Ceausescu a fortement contrôlé l'emprise du patriarcat. Une dizaine d'églises ont été détruites et de nombreux prêtres contraints de collaborer avec le régime, sous peine d'emprisonnement. Le projet, comme son nom l'indique, incarne un salut : celui de la religion majoritaire, mais aussi de tout un pays. Peu importe le prix à payer. Pour les soutiens ecclésiastiques, la problématique financière est un faux débat. « Les domaines de la religion, de la santé et de l'éducation concernent des budgets différents. Faire un mélange de tout ça, c'est avoir un point de vue manipulateur. L'Église utilise correctement l'argent que l'État lui accorde, assène Alexandru Barna. Est-ce de sa faute si les autres fonds sont mal utilisés ? »

Dans ce mariage de raison entre autorités publique et religieuse, chacun y trouve son intérêt. L'Église reste souvent le seul relais de l'État dans les territoires ruraux, et le soutien



Bucarest est l'une des villes comptant le plus d'églises en Europe. Pour accéder au futur monument, il faut en traverser une. Forcément. Photo Lohan Benaati.

des prêtres locaux demeure crucial pour les responsables politiques. En échange, le patriarcat se voit accorder des subventions et des avantages fiscaux toujours plus importants. L'actuel emplacement de la cathédrale, un terrain de onze hectares, a notamment été cédé gratuitement. « Beaucoup de politiciens se servent du pouvoir religieux pour les élections, confirme Elisabeta*, une universitaire spécialiste de la théologie. Cette relation profite à l'Église pour les subventions, et à l'État lors des échéances électorales. »

Mariage arrangé

Cette alliance plus ou moins assumée est loin de faire l'unanimité. Toma Patrascu, président de l'Association laïque humaniste de Roumanie Asur, s'oppose vivement à « cette monstruosité », comme il la nomme. « Je n'ai rien contre cette construction, du moment qu'elle est faite avec les moyens de l'Église ! On parle de 70 % de fonds publics, mais je pense plutôt que cela concerne la quasi-totalité, lâche-t-il. Sinon, une liste des donateurs aurait été publiée, comme c'est traditionnellement le cas. » Sur la question du budget, le sexagénaire ne peut refréner un rire amer : « Oui, l'Église utilise bien cet

argent... mais pour ses propres intérêts ! L'argent public est le même pour tous les secteurs : c'est celui du contribuable. L'Église n'utilise pas les subventions pour le bien de la société. »

Cet investissement massif de l'État dans le domaine religieux n'est pas récent. Depuis la chute du communisme en 1989, plus de 3 000 églises et monastères ont vu le jour, bien plus que durant les sept décennies précédentes. Soit une construction de lieu de culte tous les trois jours ! « C'est un chiffre officiel et minimal », soupire le président d'Asur. Des données qui illustrent une stratégie de rachat étatique, selon Elisabeta, qui parle d'un « phénomène de compensation, après une période d'interdiction ». Le rythme effréné des constructions religieuses s'est stabilisé depuis quelques années, mais le pays compte aujourd'hui deux fois plus d'églises que d'écoles et d'hôpitaux.

« Les gens en ont assez »

La laïcité est un principe défendu par la Constitution, mais, dans les faits, la réalité est bien différente. « La Roumanie n'est pas un état laïc, lâche Elisabeta. La rhétorique religieuse est encore

présente dans les équations politiques. » L'emprise de l'orthodoxie sur la société roumaine semble néanmoins avoir atteint ses limites. Lors de la consultation populaire sur le mariage homosexuel d'octobre 2018, peu de citoyens sont allés voter, contre l'avis de l'Église. Le scrutin a été annulé. Un affront pour le patriarcat. « L'influence de l'Église est déclinante, on l'a vu lors du dernier référendum », clame Toma Patrascu. Selon les chiffres de l'association, le taux de confiance des citoyens dans l'institution était de 90 % en 2010. Aujourd'hui, il a quasiment chuté de moitié.

Autre signe de désaffection, la baisse significative du nombre de pratiquants, qui limite les donations. Un manque à gagner non négligeable. « L'Église a besoin des fonds publics, c'est vital pour elle, poursuit-il. Sans cela, elle s'effondrerait, ou serait obligée de se réinventer. » Un employé au secrétariat d'État aux cultes, qui souhaite rester anonyme, estime que l'investissement public massif dans l'édifice n'est pas un très bon calcul : « Un courant anticlérical commence à naître. Les gens en ont assez de cette vision de l'orthodoxie, faste et opulente. Mais ça, l'État ne l'a pas compris. »

D'ici la fin des travaux, pas sûr que les problèmes d'infrastructures publiques soient réglés. De leur côté, l'État et les collectivités continuent de couper dans les subventions – dans les domaines de la recherche et de la santé notamment – pour mener à bien les projets ecclésiastiques. Elisabeta en a conscience : « En Roumanie, on n'a pas de main-d'œuvre, d'autoroutes, ni d'investisseurs, mais on a une cathédrale ! » Qui pourrait bien devenir le chant du cygne du patriarcat. 🌈

* Le prénom a été modifié.



En 1984, le festival hongrois du Tanchaztalalkozo a été interdit à Cluj-Napoca par les autorités roumaines. Photo Orban Tamas.

Transylvanie, un point de Hongrie

Dans le nord-est du pays, la communauté hongroise protège farouchement son identité depuis l'annexion de la Transylvanie à la Roumanie, en 1918. Une enclave devenue un véritable enjeu politique.

Corentin Nicolas

À plus de six heures de route au nord de Bucarest, en Transylvanie, se concentre la plus importante minorité du pays. Ici, on s'apostrophe avec un « szia » hongrois, plutôt qu'un « salut » roumain. En 1918, la région a été annexée par la Roumanie, avec laquelle elle ne partageait rien. Un corps étranger de près d'un million d'âmes, qui reste sujet à de nombreuses discriminations.

Dans la vieille ville de Cluj-Napoca, les églises protestantes hongroises et les édifices roumains orthodoxes ponctuent le dédale de rues pavées. Sur la carte des restaurants, les goulash et pörkölt occupent les premières lignes des menus traditionnels. Une résistance identitaire qui ne semble pas irriter les Roumains de Transylvanie. La région compte en moyenne

20 % de Hongrois et jusqu'à 98 % dans les comtés de Mures, Covasna et Harghita. Dans l'est de la Transylvanie, les Hongrois sont sicules, ce que les Bretons et les Basques sont à la France. La communauté continue d'exalter ses origines avec son rassemblement folklorique annuel, le « Tanchaztalalkozo », son propre drapeau et une équipe nationale de football depuis 2014. Du terrain à la troisième mi-temps dans les bars, l'identité se discute, se chante et se célèbre.

Double identité

Au Café Bulgakov de Cluj, les serveurs s'expriment en hongrois, les plats chauds et les alcools se déclinent à l'unisson. Sitôt installés, Arpad, Csaba et Botond, trois doctorants en histoire, commandent une Csiki Sör,

bière blonde du coin à l'amertume hongroise, rivale locale d'Heineken. Une pinte à la main, les débats ne sont jamais bien loin.

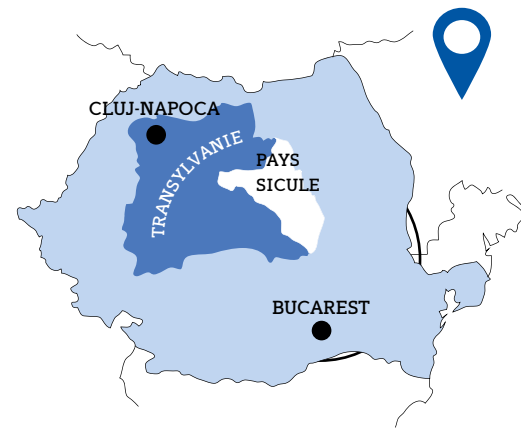
Au fil des paroles, la même interrogation crispe les discussions : qui des Roumains, ou des Hongrois, se sont installés en premier en Transylvanie ? Difficile de trancher, même pour les trois jeunes. « Quand une discussion avec des Roumains s'oriente sur lequel des deux a commencé à faire du mal l'autre, j'essaie de couper court », confie Arpad. Ces visions antagonistes prennent notamment racine dans les cours d'histoire dispensés dans les écoles de la région. Non contents de savoir qui a été le premier sur place, certains voudraient aller plus loin et rétablir l'autonomie du territoire hongrois, comme c'était le cas entre 1952 et 1968, sous le régime communiste. Une aspiration qui a pourtant essuyé quatre refus depuis 1989. En 2011, nouvelle étape. L'État roumain et le gouvernement hongrois ont accordé la double nationalité à ces communautés.

Les étudiants, eux, n'hésitent pas. « Je me définis culturellement et ethniquement comme hongrois, mais légalement, je suis roumain », explique Arpad. Hongrois, roumains, mais aussi sicules. Une identité non dissimulée, mais bien loin de la fierté exacerbée de leurs proches. « Les Sicules ont toujours mystifié leur histoire, mais tout semble artificiel : la descendance supposée avec les Huns (ancien peuple nomade originaire d'Asie centrale, ndlr), ou même la création du drapeau du Pays sicule, en 2014 », ironise Csaba. Son regard erre dans la salle, puis s'attarde sur sa bière. « Ces Csiki Sör sont bien la preuve que notre héritage culturel est devenu du pur marketing. » Réclamée encore récemment par une pétition des élus hongrois du Parlement, l'autonomie est-elle la so-

lution pour pacifier les antagonismes ? « Sans autosuffisance fiscale, ni compétences politiques, ni infrastructures de transports, on ne peut pas prétendre à une autonomie », déplore Erika Benkő, députée roumaine et membre de l'Union démocrate magyare de Roumanie (UDMR), quatrième force politique du pays. Depuis 2017, elle est également élue du comté sicule de Covasna, au PIB le plus bas du pays.

L'élue modère toutefois les attentes de certains. « Il faut se battre davantage pour pérenniser nos droits en tant que minorité, avant de songer aux droits suivants, déclare-t-elle. L'enseignement en hongrois, qui nous était acquis, est supprimé petit à petit dans tout le pays. » Dernier exemple en date : la faculté de médecine de Targu Mures, principale ville sicule du pays.

Pourtant, la région tarde encore à développer une économie forte. L'affirmation identitaire s'est davantage cristallisée autour d'une langue et d'une culture. Une exception ethnique que les Hongrois continuent de revendiquer, malgré une pression roumaine constante. « Lors de la



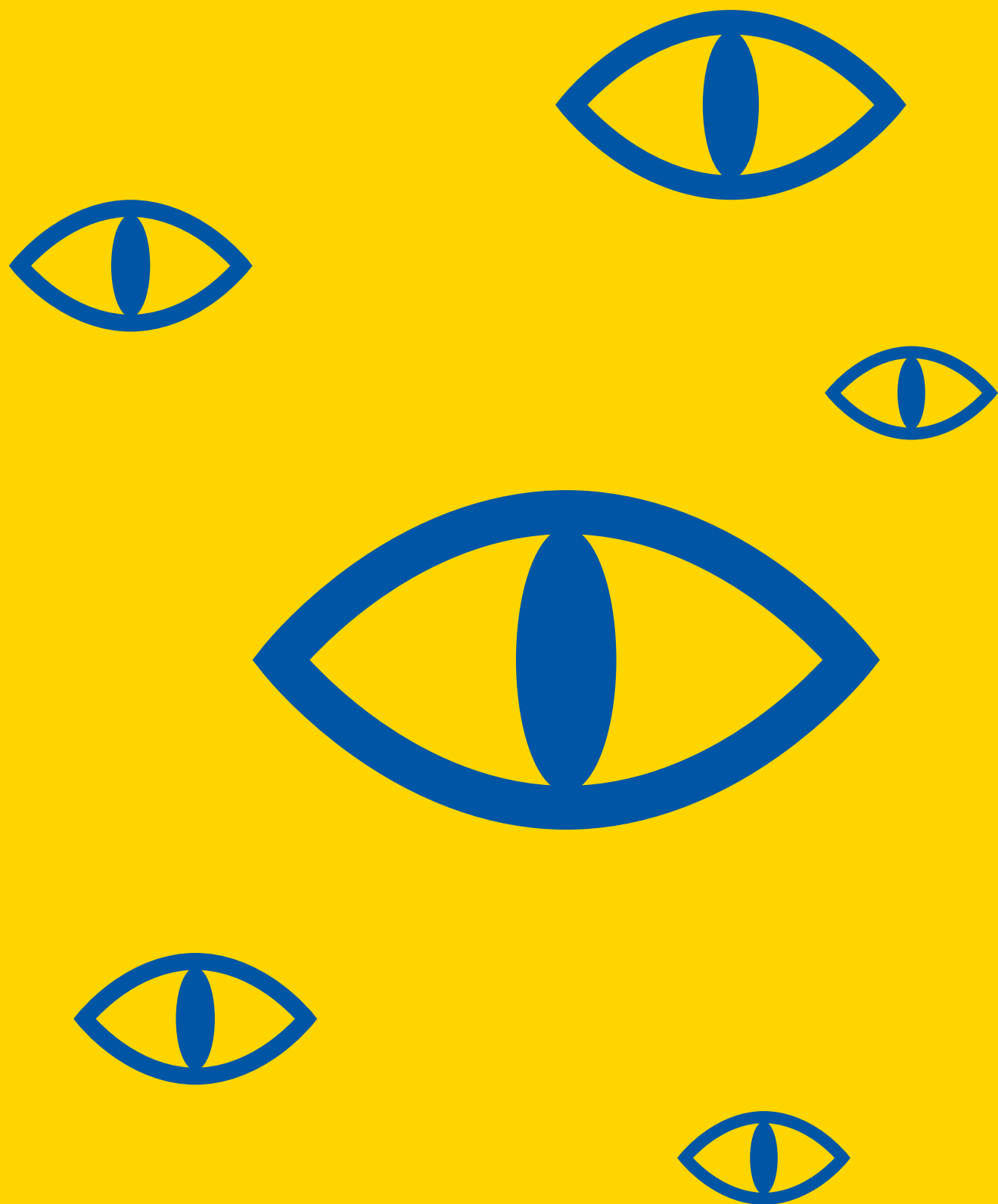
fête nationale du 15 mars, une vieille dame a souligné le courage que j'avais de porter une broche aux couleurs du drapeau hongrois », se remémore Botond, le sourire aux lèvres. Une petite broche devenue signe de résistance. ●●●



Csaba, Arpad et Botond. Photo Corentin Nicolas.



À Cluj-Napoca, la statue de Matthias I^{er} de Hongrie rappelle le passé de la ville. Photo Corentin Nicolas.



ENQUÊTE-REBOND



PISTER LA CORRUPTION

Antoine Belhassen
Lohan Benaati



Théo Mercadier
Mathilde Musset

Illustrations Guillaume Ptak

« En Roumanie, nous n'avons pas de corruption. Le pot-de-vin est une manière culturelle différente de dire merci », affirme sans rire la Première ministre, Viorica Dancila, bras droit de l'omniprésent chef de parti, Liviu Dragnea. Cette « différence culturelle » fait de son pays le quatrième plus corrompu en Europe, d'après l'ONG Transparency International.

Qu'est-ce que ça veut dire, être corrompu ? Et comment en finir avec ceux qui collent à la définition ? Les réponses sont aussi nombreuses que les formes de corruption, du petit bakchich d'apparence inoffensive au gros détournement de fonds à plusieurs millions d'euros.

Visó a mené l'enquête et rencontré médecins, activistes, journalistes, responsables politiques et simples citoyens, pour prendre la mesure de ce mal qui gangrène le pays.





Par où commencer ? Les témoignages affluent déjà dans nos boîtes mails, plusieurs semaines avant de nous rendre sur place. Une évidence s'impose : le ras-le-bol généralisé face à la corruption dans le milieu hospitalier. Marius Ungureanu, chercheur spécialiste de la santé, nous donne notre première piste : le contact d'un chirurgien particulièrement engagé.

LA QUESTION

Comment la corruption ruine-t-elle l'hôpital ?

Bogdan Tanase est chirurgien à l'Institut national d'oncologie de Bucarest depuis 17 ans. Il est aussi président de l'Alliance des médecins, une association qui œuvre en faveur d'un meilleur fonctionnement du système hospitalier.

Nous le rencontrons dans un petit café vintage de l'hypercentre de la capitale, à deux pas de la place Unirii et de ses grandes artères agitées. D'apparence timide, le crâne dégarni et le regard bleu ciel, il s'exprime dans un français de plus en plus assuré, à mesure qu'il énumère les cas de corruption dans le milieu médical :

Visó – *Quel est l'état de la corruption dans le système médical ?*

Bogdan Tanase – Elle sévit à tous les niveaux. Du médecin qui accepte les pots-de-vin aux fonds publics qui ne finissent pas dans les bonnes poches. Le gros de la corruption dans l'hôpital se situe au niveau des acquisitions de matériel médical. Pour les grosses sommes, le chef du service concerné n'est même pas consulté. Cela se joue au niveau politique. Le schéma est simple : un responsable du ministère de la Santé commande, sans appel d'offres, de l'équipement complètement inutile à une société privée, qui lui reverse une commission en échange. Une partie de cette commission finit dans les caisses de partis politiques. Et nous nous retrouvons avec des tonnes de matériel que le personnel ne sait même pas utiliser.

Les pots-de-vin restent encore fréquents, à des degrés divers. Les sommes peuvent atteindre des montants exorbitants. Il y a quelques années, un chirurgien a touché plusieurs milliers d'euros de la part d'un patient. Quand il s'est fait prendre, il a invoqué le « droit des patients à être reconnaissants ». Les juges de la Cour suprême ont finalement statué sur le fait

que les médecins étaient des fonctionnaires publics et ne pouvaient donc pas recevoir de cadeaux. Ça, c'est sur le papier...

Visó – *La corruption a-t-elle une influence sur votre pratique de la médecine ?*

B.T. – Oui, parce que l'argent ne va pas là où il faut. Dans notre institut d'oncologie, nous n'avons même pas de registre informatique. Rendez-vous compte ! Nous n'avons absolument aucun moyen de savoir qui l'on soigne, d'établir des statistiques sur l'efficacité des traitements ou d'avoir une visibilité sur l'avenir. Je dois opérer entre 200 et 250 patients par an. Quand je viens au travail, je découvre mon planning le jour même. Sans compter le manque de fiabilité des équipes. Il arrive que l'anesthésiste refuse de faire son boulot sur un coup de tête.

Visó – *L'incendie d'une boîte de nuit, en 2015, a jeté une lumière crue sur les failles de l'hôpital. Les choses ont-elles évolué depuis ?*

B.T. – Très peu. Les salaires des personnels soignants ont certes augmenté, parfois doublé, mais dans l'ensemble, les manques sont encore criants. Les problèmes révélés le jour de l'incendie du Colectiv existent toujours. Lorsque les brûlés sont arrivés, on a réalisé que les solutions antiseptiques dans lesquelles il fallait les tremper plusieurs fois par jour avaient été diluées jusqu'à dix fois. Aussi efficace que de l'eau.

Idem pour les caissons dans lesquels il fallait les enfermer quotidiennement pour renforcer leurs apports en oxygène : c'était de l'équipement destiné à la chirurgie esthétique, complètement inadapté. Il n'y avait pas d'écrans pour suivre l'état des patients depuis l'extérieur. Ils auraient pu mourir là-dedans, on ne s'en serait même pas rendu compte.

LE REBOND

Ce qui se passe dans des proportions dramatiques à l'hôpital, on le retrouve dans la plupart des services publics. Pour prendre du recul, difficile de se passer de l'expertise de Transparency International. L'ONG évolue sur une ligne étroite avec, d'un côté, une population qui attend d'elle un soutien militant, et de l'autre, un pouvoir qu'il serait contre-productif d'attaquer de front.

LA QUESTION

Comment créer le débat autour de la corruption ?

Entre le McDonald's et le KFC du boulevard Général-Gheorghe-Magheru, un porche donne sur une bibliothèque improvisée dans un hall d'immeuble. Des escaliers en marbre se cachent entre deux rayons. Au troisième étage, seul l'interphone indique la présence du siège de Transparency, dont la veille anticorruption dans le pays est un enjeu quotidien depuis 1999.

« À l'hôpital, en face de moi, deux petits vieux étaient entassés dans un lit simple.

Ils n'avaient pas assez d'argent pour soudoyer le personnel hospitalier. »

Radu, 19 ans, DJ

« S'ils ne donnent pas dix lei (deux euros) à l'infirmière pour une prise de sang, les patients ont l'impression qu'il seront mal soignés. »

Jade, 22 ans, apprentie sage-femme

20 %

c'est la part des pots-de-vin dans les contrats d'achat de matériel de santé, d'après l'ancienne procureure anticorruption, Laura Codruta Kovesi.

De spacieux bureaux se cachent derrière la lourde porte bleue. Victor Alistar et Irina Lonean travaillent ici depuis de nombreuses années. Chacun a son domaine de prédilection. Irina, coordinatrice de projets, suit de près la corruption dans les marchés publics.

Visó – *Un chirurgien nous a alertés sur la situation à l'hôpital. Transparency a-t-elle une solution ?*

Irina Lonean – Il existe deux niveaux de corruption dans le secteur médical. Le premier concerne la corruption de bas étage, comme le fait de payer des auxiliaires pour avoir accès aux soins. L'autre niveau est plus problématique et porte sur les marchés publics. Sur ce point il existe des solutions : il faut remanier les lois.

Le gouvernement s'y est attelé, mais d'une manière trop radicale : nous avons aujourd'hui environ quatre changements législatifs par an ! Cela apporte de la confusion et trois textes de loi sur quatre ne servent à rien.

Visó – *Comment fédérer la population sur la question de la corruption ?*

Victor Alistar – Si je devais utiliser une métaphore, je prendrais celle d'un match de football : nous ne pouvons pas être à la fois arbitre d'un match et supporteur d'un des deux clubs.

En tant qu'organisation, Transparency n'a pas à inciter les gens à aller manifester. D'autres ONG le font très bien, mais ce n'est pas notre place. Nous tenons à ce que toutes les parties prenantes jouent leur rôle et nous devons trouver des réponses techniques.

En 2017, nous avons proposé des solutions aux problématiques soulevées par les manifestations anticorruption, mais nous n'avons lancé aucun appel à descendre dans la rue. Malheureusement, notre travail peut être perçu de différentes manières. Certaines personnes apprécient vraiment ce que nous faisons, d'autres ne comprennent pas, car ils attendent de nous un certain activisme.

Visó – *Quelles sont vos relations avec le gouvernement ?*

V.A. – Travailler sur la corruption dans les pouvoirs publics a toujours été risqué pour nous. Transparency International a fait l'objet de vives critiques, à des périodes différentes et sous divers gouvernements. Actuellement, les relations sont plutôt normales entre les ONG et les pouvoirs publics. Nous ne sommes pas ennemis sur tous les sujets. Nous ne sommes pas amis pour autant.

Nous devons garder l'œil ouvert sur les politiques de chaque gouvernement. Récemment, nous avons publié un communiqué de presse à charge à l'encontre du ministère de la Justice. Nous avons travaillé avec deux bureaux de magistrats qui bénéficient de l'attention des dirigeants. Par ce procédé, nous avons réussi à être écoutés. C'est désormais comme cela que l'on doit travailler pour se faire entendre.

LE REBOND

Transparency a besoin d'alliés pour porter son message. L'ONG a trouvé quelques organes de presse indépendants, bouffées d'oxygène dans un paysage médiatique souvent dominé par les intérêts politiques et économiques. Parmi ces médias : *Rise Project*, une plateforme d'investigation. En 2006, les deux organismes ont mis en commun leurs forces vives pour accoucher du Projet de signalement du crime organisé et de la corruption (OCCRP), un réseau international de journalistes experts sur la question.

LA QUESTION

Comment enquêter quand l'opacité est reine ?

Nous retrouvons Attila Biro à l'intérieur du café Handsome Monk, dont le design détonne avec l'aspect décrépi du quartier historique de la ville. Le journaliste, qui en est à son troisième café à 9 heures, travaille pour *Rise Project*. Il raconte un quotidien rythmé par les enquêtes et la frustration.

Visó – *Est-ce difficile d'être journaliste d'investigation dans le pays ?*

Attila Biro – Tu fais beaucoup plus attention à toutes les combines qui existent. Par exemple, à partir de minuit, les terminaux à cartes bancaires sont coupés dans les bars, pour que les gens paient en cash. Commencent alors toutes sortes de trafics de boissons et de produits illicites. Et tu te dis : « Pourquoi je ne suis pas un gars normal en train de boire tranquillement un verre entre amis, pourquoi je suis au courant de tout ça ? »

Visó – *Que réclament ceux qui manifestent contre la corruption ?*

A.B. – La fin de ce sac de nœuds législatif, qui permet aux responsables politiques condamnés d'échapper à la prison, en contrôlant le système judiciaire. Quand certains sont accusés de blanchiment d'argent, ils essaient de faire classer l'enquête le plus rapidement possible, puis de faire abandonner les charges. Ces gens-là tentent de construire leur propre caste de personnes influentes. Ils peuvent ainsi voler sans être punis. Alors que le vrai débat, c'est de savoir comment l'argent public est dépensé.

Visó – *Les médias mainstream contribuent-ils à une désinformation sur les mouvements anticorruption ?*

A.B. – On peut dire ça. C'est souvent le même processus : le gouvernement met toutes ses forces dans la bataille pour faire passer une réforme pro-corruption, et fait diversion en discutant de tout autre chose dans les médias – comme pour le référendum sur le mariage gay.

Fermer les vannes de l'information, laisser les gens s'informer comme ils le peuvent : ce sont les signes d'un régime autocratique. Il se passe la même chose en Hongrie où, comme ici, l'exécutif contrôle les médias de masse grâce à l'argent. Quand tu as les quatre pouvoirs, si ce n'est pas une dictature, qu'est-ce que c'est ?



« Si tu veux organiser une soirée, tu donnes 500 euros à l'employé de la mairie et il te coche toutes les cases du formulaire. »

Andrei, 33 ans, musicien

60 %

c'est le taux record
d'abstention aux dernières
élections législatives,
qui ont eu lieu
en décembre 2016.
Le PSD a obtenu 45,48 %
des sièges au Parlement.

« Le
gouvernement
a créé sa
propre police
judiciaire :
il cible un
procureur un
peu trop zélé
et fait de sa
vie un enfer. »

Florin, 31 ans, activiste

LE REBOND

Il y a quelques années, les citoyens auraient été forcés d'accepter cette situation et de se contenter du travail d'une poignée de médias indépendants. Les Roumains se sont depuis emparés des réseaux sociaux, en premier lieu de Facebook, pour lancer des émissions en ligne et surveiller le travail des responsables politiques.

LA QUESTION

Les réseaux sociaux, fenêtre sur la corruption ?

Si nous avons entendu parler de la manifestation du 20 mars devant le palais de justice, c'est grâce à lui et son équipe. Calin Pop, col blanc d'une grande entreprise, est activiste pour Rezistenta TV pendant son temps libre. Il alimente une communauté de plus de 38 000 personnes sur Facebook depuis deux ans.

Son équipe a monté une émission, *Rezistenta 360°*, grâce au crowdfunding. Elle propose un espace de débat aux différentes figures publiques. Le père de famille estime que l'activisme s'est imposé à lui car l'information est menacée par la corruption. Nous le rencontrons dans un centre commercial excentré de Bucarest pour parler de cette double vie.

Visó – Pourquoi avoir besoin d'un média citoyen ?

Calin Pop – Après les manifestations anticorruption de février 2017, il nous fallait un moyen de communiquer, entre manifestants, qui ne soit pas récupéré politiquement. C'est impossible pour le gouvernement de contrôler une communauté Facebook. Essayer de le faire est très éreintant. Chez Rezistenta, nous faisons des directs en ligne, des émissions à 360°, organisons des événements et couvrons toutes les manifestations avec d'autres organisations. Nous ne sommes pas des journalistes, mais des citoyens lambda.

Visó – Quel est l'objectif de Rezistenta ?

C.P. – Essayer de pousser les institutions à faire leur travail, dans l'intérêt des citoyens. C'est assez difficile et ça dérange, car beaucoup d'entre eux sont fonctionnaires et quelque peu esclaves du système. Ils n'aiment pas être poussés à travailler. Et pourtant le service public a vu les salaires augmenter de 60 % récemment. C'est bien plus que dans le secteur privé !

Visó – Travailler pour l'État est si confortable ?

C.P. – Très. Les services publics ont trop d'employés, peu formés et peu organisés. Une bureaucratie intolérable. Il est habituel de faire la queue pendant des heures, de devoir produire un document pour une broutille. Pour eux, c'est une super combine : un bon salaire et plus ou moins le droit de ne rien faire.

Je ne peux pas les blâmer... Mais quand tu penses au bien commun et à l'état général du pays, tu vois qu'il y a un problème. Ce système est très dur à réformer mais il faut bien commencer quelque part.

Visó – Quels sont les arguments des détracteurs de Rezistenta ?

C.P. – On nous accuse de propagande anti-gouvernement, ou d'être payés par le milliardaire américain libéral George Soros... Pour moi, c'est une tragédie car, malheureusement, beaucoup de gens croient cette désinformation véhiculée par les médias *mainstream*, notamment la télévision.

Visó – Quels sont les projets de Rezistenta pour les mois qui viennent ?

C.P. – Le plus important en ce moment, c'est de convaincre les gens d'aller voter, mais aussi de s'inscrire comme observateurs. Je veux personnellement en être, car on a constaté des fraudes pendant le référendum sur le mariage gay : suppression des votes électroniques, pas d'observateurs, urnes non scellées et réquisitionnées par les forces de l'ordre...

LE REBOND

Les militants anticorruption jouent la carte des réseaux sociaux, mais n'abandonnent pas la rue pour autant. Ils se sont rassemblés en silence devant l'entrée du palais de justice, le mercredi 20 mars. Leur manifestation, non-déclarée, est interdite. Des automobilistes klaxonnent en signe de soutien.

LA QUESTION

Qui pour sauver la justice ?

Sous un fort vent et le regard de quelques policiers, Mihai Calin, comédien au théâtre national de Bucarest, fait partie de ceux qui veulent dénoncer l'aliénation de plus en plus forte du pouvoir judiciaire par l'État. Avec son brassard blanc sur le bras gauche, le quinquagénaire se tient là, en compagnie d'une quarantaine d'autres citoyens engagés. Prêt à faire entendre sa voix.

Visó – Pourquoi avoir décidé de vous rendre à cette manifestation spontanée ?

Mihai Calin – Nous sommes tous ici pour protester contre les réformes faites par le gouvernement depuis deux ans. La Roumanie est en train de devenir un anti-État de droit, dont les dirigeants veulent contrôler la justice.

Visó – Comment se traduit cette aliénation du pouvoir judiciaire par l'exécutif ?

M.C. – Des intellectuels et des magistrats tirent la sonnette d'alarme depuis des années. Deux tiers des juges ont protesté contre les changements législatifs qui attaquent la justice, mais ils n'ont pas été entendus. Pire, l'État a créé des sections spéciales d'enquête sur les magistrats. Cette section peut même annuler des décisions judiciaires !

« Une entreprise
a arrosé les
politiques pour
qu'ils commandent
des logiciels
scolaires.

Même pour
les écoles de
campagne,
qui n'ont pas
d'ordinateurs. »

Bogdan, 50 ans,
chirurgien



« Avec la nouvelle législation, la corruption n'est plus pénalisée en-dessous de 44 000 euros de préjudice. »

Florin, 31 ans, activiste



Beaucoup d'enquêtes ont dû être arrêtées. Les magistrats peuvent être renvoyés et ne peuvent pas résister, c'est un vrai problème. La limite est dépassée : ce n'est plus la démocratie. Le but de ces manœuvres est le maintien au pouvoir de Liviu Dragnea, le chef du PSD. Ils ne veulent pas d'une justice indépendante. Nous ne sommes plus dans un État de droit.

Visó – *Comment le PSD profite-t-il de la corruption ?*

M.C. – Le PSD est pour moi une mafia, un cancer. Ils ont lancé le programme national de développement local, qui est un véritable processus de vol organisé. Normalement, si un contrat public ne dépasse pas les 100 000 euros, l'État n'est pas obligé de passer par des appels d'offres. Ils ont donc trouvé un moyen de contourner le problème : si un contrat atteint 300 000 euros, ils le divisent en trois, alors que ce sont les mêmes travaux ! Ils choisissent des sociétés factices et passent de faux contrats.

Autre exemple, celui de l'éclairage public à Altan Tepe, un petit village pauvre du comté de Tulcea, dans le sud-est du pays. Quarante-six ampoules « intelligentes » ont été commandées. La mairie a payé 2 100 euros l'unité, alors qu'une ampoule vaut 50 euros sur le marché ! Ces agissements sont les mêmes partout.

LE REBOND

Si la politique est source de corruption, certains croient encore qu'elle peut être un outil de lutte. « Fara penali in functii publice » (« Pas de criminels dans la fonction publique », en français) est une initiative citoyenne lancée en 2018. Signée par plus d'un million de personnes, la pétition vise à inscrire dans la Constitution l'interdiction, pour toute personne condamnée par la justice, d'exercer une fonction politique.

LA QUESTION

Peut-on encore changer le système de l'intérieur ?

Rendez-vous au Parlement, dans l'ancien palais de Ceausescu, pour rencontrer Cornel Zainea, jeune député de 36 ans. Il est membre du récent parti anticorruption, l'Union sauvez la Roumanie (USR). À travers un dédale de couloirs et de pièces de marbre blanc, nous nous rendons à son cabinet.

Visó – *Qu'est-ce qui a poussé l'Union sauvez la Roumanie (USR) à soutenir une initiative comme Fara Penali ?*

Cornel Zainea – Les gens ont conscience de la corruption et se méfient des institutions : 20 % de la population croyait que Fara Penali était une initiative du parti au pouvoir. Il faut savoir que les Roumains associent généralement la politique à « quelque chose de sale ». Mais ce rejet de l'engagement provient surtout de l'absence de transparence des partis. Avec

l'USR, nous voulons donner à nouveau le goût de l'exemplarité. Écouter les gens et leurs problèmes.

Visó – *Pourquoi avez-vous décidé de vous engager en politique ?*

C.Z. – La lutte contre la corruption est la raison principale. Quand j'étais petit, je vivais dans un quartier au nord-ouest de Bucarest. À 10 km, une décharge installée par un ancien sénateur pollueait la région et empoisonnait la vie des habitants. Le démantèlement a eu lieu uniquement à la suite d'une décision politique.

Visó – *Comment décririez-vous la situation politique actuelle ?*

C.Z. – Catastrophique. La corruption est partout et les eurosceptiques du PSD règnent en maîtres, avec Liviu Dragnea à leur tête. Malgré plusieurs condamnations, le président de la Chambre des députés est très influent. Ses politiques ont mené à quatre millions d'expatriés, seulement 9 % de confiance dans le Parlement et un taux de participation de 40 % aux dernières élections législatives.

Visó – *Comment les citoyens de Fara Penali ont-ils accueilli le soutien d'un jeune parti politique ?*

C.Z. – Les gens s'intéressent peu aux questions politiques mais croient encore au pouvoir des institutions. En nous alliant avec un tout jeune parti, le Parti de la liberté, de l'unité et de la solidarité (Plus), nous avons obtenu 20 % de confiance dans les sondages.

LE REBOND

L'USR tenterait-elle une récupération du projet Fara Penali ? Venue des citoyens et reprise par certains responsables politiques engagés, la pétition connaît un parcours vertical, de la base vers le sommet. Remontons à la source.

LA QUESTION

Une pétition deviendra-t-elle loi ?

Pour mieux appréhender la genèse de Fara Penali, nous nous sommes tournés vers l'un de ses fondateurs, le sociologue Valeriu Nicolae. Dans une boulangerie de la capitale, le défenseur des droits des Roms se presse, mais prend soin de se faire bien comprendre. Fara Penali est un signal envoyé à la population et aux corrompus.

Visó – *Le contexte actuel donne-t-il un nouvel élan politique à la Roumanie ?*

Valeriu Nicolae – Non, je ne crois pas. Cela pourrait venir, mais nous n'y sommes pas encore. Je crois que la politique est profondément corrompue, pas simplement en Roumanie, mais en Europe. Les politiciens sont lents à comprendre qu'ils fonctionnent avec la mauvaise mécanique.

Visó – *Est-ce une étape ?*

2 100 €

C'est le prix qu'aurait payé le petit village d'Altan Tepe pour chaque ampoule connectée commandée, d'après le militant Mihai Calin. Leur valeur sur le marché : une cinquantaine d'euros.

« Si le montant d'un contrat public est en dessous de 100 000 euros, il n'y a pas d'obligation légale de passer un appel d'offres. »

Mihai, 50 ans, comédien engagé



LE REBOND

Cette prise de conscience collective, appelée de ses vœux par le sociologue, a déjà commencé à porter ses fruits. Elle s'opère notamment dans les universités, où la corruption recule. Des professeurs demandaient régulièrement de l'argent aux élèves en échange de bonnes notes. C'est désormais rarissime...

LA QUESTION

Universités, l'exemple à suivre ?

Nous retrouvons Andrei Tosu au pied du 18^e bloc du campus Regie de Bucarest. Une véritable ville dans la ville, où habitent 20 000 étudiants. Il a fallu de nombreuses relances sur les réseaux sociaux pour décrocher un rendez-vous avec le jeune homme de 22 ans, sympathique vice-président de l'UNSR, l'un des trois syndicats étudiants du pays. Ce sont eux qui ont poussé la lutte contre la corruption dans les universités. Ils ont rencontré un certain succès.

Veste toute neuve du FC Barcelone sur les épaules, smartphone dernier cri dans la main, ce fils d'ouvriers nous invite à boire un verre en terrasse, dans l'un de ces bars en plein air, où la bière coûte le même prix que l'eau.

Visó — La corruption a-t-elle vraiment reculé dans les universités ?

Andrei Tosu — La situation est bien meilleure qu'il y a dix ans. Mais il arrive encore que certains se fassent prendre : cet été, un professeur a demandé 300 euros à un élève pour valider son année. Il s'est fait virer. Quand ça arrive, ce sont des cas un peu spéciaux qui concernent par exemple des enfants de responsables politiques.

Il arrive aussi que certains élèves tentent de soudoyer le secrétariat pour

augmenter leurs notes. Mais, dans l'ensemble, ce sont des cas isolés et on n'en entend plus trop parler. Personnellement, je ne connais personne qui s'y soit risqué. C'est le genre de trucs qui peut vous suivre longtemps. Ce qui est plus courant, ce sont les élèves qui en payent d'autres pour passer un examen à leur place, ou pour faire un devoir.

Visó — Qu'est-ce qui a changé ces dernières années ?

A.T. — On assiste vraiment à un changement global de mentalité. L'entrée dans l'Union européenne et notre mise à niveau sur certains standards nous ont fait beaucoup de bien. La nouvelle génération en a ras-le-bol de l'ancienne qui a grandi pendant le communisme, accédait à de bons postes sans rien faire et vivait dans un monde sans concurrence. Ils n'ont aucun principe.

Nous, on se bouge. Nous sommes par exemple en train de renvoyer tous les doyens qui sont à la tête des 27 résidences du campus. Ils sont là depuis des années et demandent souvent de l'argent aux élèves en échange d'une chambre. Alors, avec les associations d'élèves, on a établi une constitution interne dans l'université pour imposer un roulement des responsables de blocs tous les deux ans. On a fini cette constitution en décembre 2018 pour une application concrète à la rentrée 2019.

Visó — Est-ce que la corruption a un impact sur l'administration de l'université et la qualité de vos infrastructures ?

A.T. — Ce n'est pas tant de la corruption qu'un désintérêt complet des responsables politiques pour les universités. Ils donnent peu d'argent et les infrastructures commencent à vieillir sérieusement. Notre école d'informatique est la meilleure du pays, mais nous sommes souvent condamnés à travailler sur des ordinateurs hors d'âge. Nous nous sommes donc occupés de passer des partenariats avec des grosses firmes basées à Bucarest, comme Google ou Microsoft. Ils équipent une salle de cours et en échange, ils peuvent y organiser des événements et avoir leur nom sur des plaquettes.

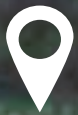
Visó — Cela ne vous dérange pas de voir le secteur privé s'immiscer dans votre quotidien ?

A.T. — Quand Google équipe toute une salle en ordinateurs, c'est parce qu'ils y trouvent un intérêt, et c'est normal ! Mais c'est gagnant-gagnant : ils s'assurent d'avoir des futurs travailleurs très bien formés, et nous travaillons sur du matériel dernier cri. C'est avec ce genre d'initiatives qu'on arrivera à faire bouger les lignes, parce que ce ne sont pas les vieux dinosaures au pouvoir qui vont nous aider. Heureusement, ils ne sont pas éternels.



300 €

C'est ce qu'a demandé un professeur de l'Université polytechnique de Bucarest à un élève, en échange d'une validation de semestre, d'après Andrei Tosu, vice-président de syndicat étudiant.



Bourgogne enraciné

Au nord de Bucarest, une exploitation viticole cultive des cépages français sur les côteaux du Dealu Mare, la « petite colline ».

Mathilde Musset

Une ouvrière agricole du village de Sahateni taille les plans d'un des hectares du domaine où la vigne est travaillée à la française.

Photo Mélanie Volland.

N45°1'59,988



E26°31'0,012

Il faut deux heures de route, dépasser quelques charrettes, et un peu risquer sa vie pour arriver chez Denis Thomas. Au nord de Bucarest, le hameau de Sahateni offre un tout autre décor que les rues bétonnées de la capitale. Pruniers en fleur, maisons au ras de la route sans trottoir, et des habitants qui, malgré la chaleur inattendue de ce mois de mars, se coiffent presque tous d'un bonnet haut. De-ci, de-là, un cycliste, un piéton, une famille en carriole tirée par un maigre canasson. Au bout du petit village, la propriété du Domeniile Franco-Romane est silencieuse et chaude comme une ville de Méditerranée en plein soleil.

À presque 71 ans, Denis Thomas est un homme chaleureux qui aime volontiers blaguer avec ses visiteurs. Sans doute s'en amuserait-il si on lui disait qu'il a de la bouteille dans le vin. Bourguignon élevé dans la tradition viticole, celui qui gère la Maison Thomas-Moillard, près de Nuits-Saint-Georges, a décidé il y a 24 ans de tenter un voyage inattendu.

Tout a commencé lors d'une discussion avec un journaliste. La question d'alors était de savoir où planter du pinot noir hors de France : « *Il faut aller voir en Roumanie !* », lui avait-il dit. Denis, au caractère franchement aventurier, l'a pris au mot. Débutent alors de nombreux allers-retours en Europe de l'Est, avec sa femme Christine.

En 1995, la période est propice. L'organisation de la culture et du marché du vin change après la chute de Ceausescu. La restitution des terres collectivisées atomise le paysage. Chacun réclame son lopin de terre et son vieil arbre. Il n'y a pas de cadastre, alors la campagne est morcelée, hétérogène. Il n'est pas rare d'entendre « *une histoire à la roumaine* », comme aime raconter Denis Thomas, sur la circulation de faux actes de propriété. « *C'est bien connu, les seuls pouvant se payer quelques hectares, ce sont les grands groupes et les politiciens* », assure le Français.

Une économie en friche

Que les cépages soient jeunes ou vieux, les terres sont vendues pour une bouchée de pain. Si en Bourgogne, le prix de l'hectare peut atteindre 400 000 euros, comptez vingt fois moins en Roumanie : aux alentours de 20 000 euros pour une jeune vigne, et 3 000 euros pour une plus ancienne.

Denis part à la chasse aux parcelles qu'il grappille, une par une. De petites maisons à étage sont cédées avec, ce qui ajoute au cadre bucolique des coteaux. Chevreuils, moutons, lapins : « *Ces vignes sont vivantes et les chemins se déplacent* », s'émerveille Denis Thomas. Le vigneron a d'ailleurs choisi un oiseau comme marque de fabrique pour sa « *petite Bourgogne* » : la huppe fasciée, que l'on trouve aussi en France. Lors des



Depuis 2009, Denis Thomas croise des cépages français et roumains. Photo Mélanie Volland.

virées au clair de lune de Denis dans les vignes, elle a l'habitude singulière de croiser sa route. Le vigneron commence la mise en bouteille en 2009. Dans son domaine, d'anciennes cuves gigantesques de 2 500 m³ lui servent de salle de vente. La production aux deux identités compte des cépages traditionnels français comme le pinot noir, le chardonnay ou le merlot, mais aussi le *tamaioasa romaneasca* et les *fe-teasca neagra* et *alba*. Ces cépages roumains en vogue, difficiles à entretenir car de réputation fragile, réagissent bien à la culture biologique que le Français a toujours défendue. Pas de miracle, pour défricher la vigne, il faut opter pour les troupeaux de chèvres des paysans.

Des préjugés tenaces

La difficulté : l'encadrement. « *Tout s'est perdu en 1989, s'agace Denis. Le savoir-faire, les terres, les techniques.*

J'ai dû faire appel à l'habileté française, personne n'était suffisamment formé ici. » Sur le haut des coteaux, les ouvriers agricoles roumains travaillent sans relâche. Aujourd'hui, il faut attacher la vigne. Visages marqués, vêtements chauds malgré le soleil, les sept employés travaillent en silence, accompagnés d'un petit cheval bai. Un feu est allumé non loin. Constanta, la cheffe de culture, fait figure d'exception : elle a été formée en France. C'est aussi la seule Roumaine de l'encadrement.

La France ne s'intéresse peu ou pas au vin roumain. La vigne, rappelle pourtant Denis, est née en Géorgie puis a migré vers l'Ouest. La raison de cette ignorance : trop de préjugés sur le pays, paraît-il. Le Bourguignon peut en témoigner : « *Je me suis rendu à ProWein* (événement international sur le vin à Düsseldorf, en Allemagne, ndlr) *récemment. C'est incroyable, on*

présente des vins de qualité, mais personne ne semble prendre le risque de venir sur les stands », raconte-t-il, assez exaspéré du manque de curiosité de ses confrères. En Roumanie, le potentiel des sols n'étant connu que de quelques-uns, la réputation des vins haut de gamme reste encore à faire à l'international. En témoigne la première édition du Concours international du vin de Bucarest (IWCB), organisée en mai.

Denis Thomas possédait un capital important pour se lancer. Une nécessité dont il a parfaitement conscience et qu'il n'hésite pas à rappeler pour calmer les ardeurs de certains de ses amis viticulteurs. Il n'est pas le seul Occidental à avoir tenté l'aventure. Autour de lui, un couple d'Autrichiens et des Italiens. La privatisation ou la friche, voilà les deux choix possibles pour ce terroir, que le Français qualifie de « *trésor caché* ». 🇷🇴 🇮🇹 🇦🇹

N44°34'86.14



E27°14'17.86

Champs de bataille

Le pays, mais aussi ses voisins ukrainiens et bulgares, sont victimes du rachat des terres. Photo Mélanie Volland.

Italiennes, françaises, allemandes, saoudiennes ou encore libanaises... Les exploitations agricoles étrangères se multiplient. Spéculation et chômage sont les premières conséquences de cet accaparement des terres.

🇷🇴 Antoine Belhassen

Près de Calarasi, dans le sud-est du pays, un Libanais détient plus de 20 000 hectares de terres agricoles. L'équivalent de 30 000 terrains de football. À l'ouest, dans la région de Timis, à la frontière serbe, Danois et Italiens s'arrachent les dernières parcelles disponibles. Depuis l'adhésion de la Roumanie à l'Union européenne en 2007, le marché agricole s'est ouvert à la concurrence étrangère. Une aubaine pour les grands acteurs de l'agroalimentaire qui y trouvent des sols fertiles à bas prix, une main d'œuvre peu onéreuse et des aides de Bruxelles.

En un peu moins de vingt ans, nombre d'entreprises sont parties à la conquête de l'Est pour y trouver de nouveaux espaces. Au pied des Carpates, s'étendent près de 15 millions d'hectares. Près d'un tiers du cadastre national appartient déjà aux étrangers. Les exploitations industrielles de ces géants venus d'ailleurs se développent même dans les paysages les plus vallonnés et, notamment, jusqu'à des fermes familiales.

Eldorado agricole

L'accaparement des terres est un mal silencieux. L'Eldorado agricole profite aux nouveaux puissants du secteur, mais la population locale n'en tire que peu de bénéfices. « *Le chômage est l'une des premières conséquences. Lorsque*

des entreprises étrangères s'implantent dans le pays, elles débarquent avec des moyens techniques conséquents. La même main-d'œuvre n'est plus nécessaire et les agriculteurs se retrouvent ainsi à la porte de leurs anciennes exploitations », explique Attila Szocs, président de l'association pro-paysanne Ecoruralis.

Cet ingénieur agronome a tenté d'alerter les pouvoirs publics sur les impacts à long terme. Sans réel succès. Attila se tourne désormais vers les instances européennes. Le rachat abusif des terres concerne plusieurs pays d'Europe de l'Est. Certaines parcelles en Roumanie commencent à faire l'objet de fortes spéculations financières. Les 10 000 m² valent 2 000 euros, 5 000 dans les meilleures terres. « *Le prix de vente à l'hectare reste largement inférieur à celui qui a cours en France* (6 000 euros par hectare en moyenne en 2016, ndlr), explique Antoine Roger, professeur en science politique à Bordeaux, spécialiste de l'agriculture en Roumanie. *Des investisseurs étrangers tablent sur sa prochaine augmentation. Un nouveau domaine d'activité prend ainsi forme. Quelques opérateurs livrent sur place un travail de prospection et de promotion.* » À ce petit jeu, Danois, Italiens et Allemands se distinguent particulièrement.

Une situation difficile à accepter pour Attila Szocs qui assiste, impuissant, à la chute « *du monde rural* ». 🇷🇴

Un pacte vert

L'ONG Gradinescu a installé des jardins partagés dans un hypermarché de Bucarest. Une initiative environnementale en rupture avec les politiques publiques.

Julianne Rabajoie-Kany

Comme tous les quartiers périphériques, Bucuresti Noii, (« Bucarest Nouveau », en français), a sa zone commerciale morose où les grandes enseignes règnent en maîtres. La chaîne allemande Kaufland, très populaire dans le pays, est installée à l'emplacement le plus stratégique, face à la sortie de métro Jiului. Ce temple de la consommation de masse ne rime pas franchement avec écologie. Pourtant, c'est là que l'ONG Gradinescu a mis en place ses jardins partagés, financés par le géant de la distribution. Un sur le toit de l'hypermarché, l'autre derrière l'entrepôt.

En tout, 2 300 m² de surfaces cultivées. Ce havre de paix est cerné par les blocs d'immeubles. Une vingtaine d'habitants des alentours y joue chaque week-end de la binette et du plantoir. Des mécanismes d'alimentation en énergie « zéro déchet » ont été installés, comme la centrale Jean-Pain, un immense amas de compost de deux mètres de haut qui fournit la serre en électricité, grâce à la chaleur dégagée par la décomposition. Dans

le jardin, rien ne se perd, tout se transforme. L'association avec l'hypermarché est surprenante.

Bousculer les mentalités

Mais Ionut Badica, fondateur de Gradinescu, grand blond aux yeux bleus perçants de 35 ans, y voit une forme de pragmatisme : « Si je ne travaillais pas avec Kaufland, je n'aurais jamais eu l'opportunité de changer les choses de l'intérieur. C'est le plus gros employeur du pays. C'est ici que l'on peut bousculer les mentalités. »

Ionut n'attend rien du gouvernement ou de la municipalité de Bucarest. « Personne n'a envie de travailler avec eux. Les responsables politiques prennent plus qu'ils ne donnent. Ils cherchent à vampiriser nos projets pour servir leur image. » Cigarette roulée au coin des lèvres, il soupire : « Regardez les immeubles en construction. Depuis un ou deux ans, rien n'a avancé. Donnez-moi une pelleuse, moi, je vous fais ça dix fois plus vite ! »

Il y a huit ans, l'ingénieur en génie civil de 35 ans travaillait encore pour

la mairie de la capitale. Un poste où il s'étiolait. Ionut a alors pris une année sabbatique pour partir vivre chez ses grands-parents, en rase campagne, dans le comté de Vrancea. Il y découvre la permaculture, respectueuse de la terre et des hommes. C'est le déclic. « C'est une technique qui ne s'applique pas qu'à l'agriculture. On peut l'utiliser dans tous les domaines de l'activité humaine. »

De retour à Bucarest, il ne retrouve pas de travail. Ionut rejoint alors l'Institut de recherche sur la permaculture. Kaufland le contacte en 2016 pour lancer Gradinescu. L'entreprise soigne son image et cherche à investir dans des initiatives « vertes ». Le futur patron de l'ONG y trouve aussi son compte : « Je savais qu'avec eux, ce serait un projet au long terme. Ils ont de l'argent pour ça. »

« Nous n'avons pas besoin de miracles »

Trois ans plus tard, Gradinescu emploie sept personnes à plein temps et gère autant de jardins. L'organisation



Pour Ionut Badica, on vient ici « pour rencontrer des gens qui partagent les mêmes idéaux ». Ils sont une vingtaine chaque week-end. Photo Ionut Badica.

a reçu 130 000 euros de financement de la part de Kaufland en mars, pour soutenir d'autres initiatives civiques à Bucarest. Un développement qui révèle des envies profondes de projets communs. « Les moins de 45 ans sont les plus nombreux chez Gradinescu. Ils ont besoin de s'exprimer et d'avoir quelque chose à partager. Ils ont envie d'un véritable projet démocratique. Les personnes plus âgées n'ont pas eu les outils pour s'adapter à la démocratie. Après la chute du communisme, on les a abandonnées. »

Pour l'entrepreneur, ce réveil démocratique est encore un processus qui n'a pas atteint sa maturité. « Nous sommes une nation plutôt jeune. Les changements peuvent vite arriver. Nous n'avons pas besoin de miracles. » L'espoir est grand. ●●●



En travaillant avec Kaufland, le plus gros employeur du pays, Ionut espère changer les mentalités à grande échelle. Photo Gradinescu.



ILS BOUSCULENT LA ROUMANIE

De criants manques d'infrastructures et un gouvernement corrompu : il n'en fallait pas plus à la société civile pour prendre les choses en main. Hôpitaux, écoles, routes, justice, droits de l'Homme...

Le chantier est gigantesque. Mais les citoyens ne se résignent pas. Chacun de leur côté et avec obstination, ils tentent de combler les failles de l'État et de faire avancer leur pays, à leur niveau. Nous avons rencontré treize d'entre eux, qui ont décidé d'agir et de changer la donne.



CARMEN USCATU & OANA GHEORGHIU

URGENCE, SANTÉ CRITIQUE



Alors que le chantier progresse, les deux femmes prospectent pour recruter des médecins. Photo Théo Mercadier.

Face à l'inaction du gouvernement, l'ONG Daruieste Viata s'attaque aux failles d'un système de santé archaïque. Son projet fou : construire le premier hôpital financé par la société civile.

•• Jérémie Pellet et Paolo Philippe

De leur balcon, on mesure le gigantisme roumain : l'hôtel Marriott, l'immense cathédrale du Salut-de-la-Nation et ce boulevard qui file vers l'indétrônable palais du Parlement. Dans leur QG, un cinq pièces exigu au sixième étage d'un immeuble décati, Oana Gheorghiu, 49 ans, et Carmen Uscatu, 45 ans, s'attèlent à redresser le système de santé, bien amoché par les « *cons* » du gouvernement, comme elles disent.

De santé publique, il n'est guère question dans les grands volumes du Parlement. Le sujet a migré ici, dans leurs bureaux, entre deux piles jaunes de casques de chantier. Un projet inconcevable pour qui n'a pas vécu en Roumanie : une clinique pour enfants de 12 000 m², entièrement financée par des dons privés, qui ouvrira dans la périphérie de Bucarest fin 2020. L'un des premiers hôpitaux construits depuis la chute de Ceausescu. « *Le projet de notre vie* », rit Oana, qui bavarde dans un français presque parfait.

La vie des deux amies bascule en 2009. Oana est directrice d'une compagnie de transports, Carmen, cadre en marketing, quand la première reçoit un étrange mail d'une agence de voyages. Un appel aux dons. Le fils de l'une des conseillères avec qui Oana a planifié ses vacances souffre d'une leucémie. Coût de la transplantation de cellules souches : 150 000 euros. Difficile à sortir de sa poche, encore plus dans le pays, où le salaire minimum plafonne à 407 euros. Déclat. « *C'est comme ça qu'on a commencé la bataille avec l'État, qui ne finance pas ce traitement.* »

Les deux femmes font alors la tournée des médias, dénoncent les négligences du système de santé,

reçoivent « *plus de 300 mails avec des histoires semblables ou pires* », et commencent leur « *combat* ». De là naît Daruieste Viata (« *Donner la vie* », en français), une ONG qui rénove des hôpitaux et croise le fer avec le gouvernement. Aujourd'hui, Oana et Carmen se sont entourées de cinq employés et gèrent un projet à « *25-26 millions d'euros* », entièrement financé par une campagne de dons entamée à l'hiver 2017.

En mars dernier, OMV Petrom, le plus grand groupe pétrolier et gazier du pays, a fait un chèque de 10 millions d'euros. « *On n'en revenait pas, ça a duré quelques minutes, puis on a senti une grosse responsabilité, un stress énorme* », confessent-elles dos à la table où l'association trie les promesses de dons. « *250 000 particuliers et plus de 1 700 entreprises* », précise fièrement Carmen.

La future clinique d'oncologie – de neuf étages – n'est encore qu'un gros bloc grisâtre dans une crevasse, adossé à l'hôpital Marie-Curie. Casques posés sur des brushings apprêtés, les cofondatrices de l'ONG relaient chaque semaine l'avancée des travaux sur leur page Facebook. « *Les citoyens sont très sensibles à l'image.* »

« Beaucoup restent silencieux. Le communisme, j' imagine... »

Oana est catégorique. « *Les gens nous accordent leur confiance, dans un pays où il n'y en a plus* ». Et d'ajouter : « *On peut construire sans que l'argent ne s'évapore.* » La pique à peine dissimulée, les deux femmes passent à autre chose. La vie de famille – « *nos maris nous soutiennent, parce qu'ils n'ont pas le choix* » – le manque de sommeil, et leur engagement de tous les jours.



Oana et Carmen sont entrées en résistance. « *Nous sommes les seules à combattre les autorités. Les associations, et les gens en général, continuent à avoir peur. Beaucoup restent silencieux. Le communisme, j'imagine...* », regrette Carmen, qu'un sourire timide ne prive pas de formules sans concession. Ce sentiment de crainte, les deux femmes l'entendent aussi dans la bouche de leurs familles. « *Mais vous n'avez pas peur ? Ils vont vous faire quelque chose.* »

L'État à la place de l'État. C'est un peu le credo du duo qui espère « *créer un modèle qui fonctionne dans un système qui ne fonctionne pas* », une sorte « *d'État parallèle* ». Manque de personnel, infrastructures désuètes, corruption, la santé roumaine vivote. « *Dans une pièce comme celle-ci, à l'hôpital Marie-Curie, il y a quatre lits pour huit personnes. Ce n'est pas possible* », peste Oana, en levant les yeux sur les 12 m² baignés de soleil.

Durant les dix-huit mois qui la séparent de l'inauguration, l'association navigue « *entre deux mondes* ». Les parents des malades, avec qui elles conversent. Et la classe politique, qu'elles refusent de fréquenter. « *On a eu des propositions pour entrer en politique. Des copains nous disent que c'est la seule chance de faire bouger les lignes. Mais ce n'est pas notre rêve* », tranche Oana. Persuadée que la révolte ne passe pas forcément par les urnes. « *Ce projet, c'est plus qu'un hôpital, c'est un phénomène. Maintenant, les gens pensent que c'est possible.* » 🌈



Le futur hôpital comptera neuf étages. Photo Daruiste Viata.



Économiste de formation, Vlad Voiculescu condamne la corruption. Photo Paolo Philippe.

L'ex-ministre de la Santé Vlad Voiculescu (2016-2017), membre du parti pro-européen Plus, alerte sur les défaillances du système de santé.

Pourquoi une ONG se substitue-t-elle à l'État pour construire un hôpital public ? Parce que le gouvernement n'en est pas capable. Il y a beaucoup d'argent investi dans la santé : davantage en deux ans que lors des trente dernières années. Seulement, il y a beaucoup de corruption, en particulier dans les hôpitaux. Le manque de compétences pose aussi problème. Le piston et le népotisme ont longtemps dominé.

Qu'ont apporté les réformes du système de santé ?

Il y a du progrès. Les salaires des médecins ont presque triplé pour enrayer leur départ vers l'Europe de l'Ouest et réduire la subornation. Mais il y a toujours un quart de postes vacants. Les coûts du personnel représentent souvent 60 à 90 % du budget d'un hôpital. C'est énorme ! Conséquence : la plupart font face à un manque d'équipements.

L'Union européenne finance pourtant la santé publique...

Oui, mais le gouvernement détourne ce budget. Prenez l'exemple des vieux hôpitaux : l'argent alloué par l'UE est injecté ailleurs. On en revient aux problèmes de corruption – même si c'est plus difficile de voler l'argent européen – et au manque de compétences du gouvernement et de ses apparatchiks.

MIHAI TANASE L'ÉCOLE DANS LES CHOUX

À la campagne, près d'un jeune sur trois ne finit pas le lycée. La situation alarme Mihai Tanase, 16 ans, qui a poursuivi l'État en justice pour son inaction.

🌈 Julianne Rabajoie-Kany

Chemise immaculée, cravate, costume et pin's aux couleurs de la Roumanie sur le revers de sa veste, Mihai Tanase prend très au sérieux son rôle de président de l'Association des élèves de Constanta (AEC). À 16 ans seulement, ce lycéen, qui rêve d'étudier le droit, enchaîne les rendez-vous avec les ministres de l'Éducation nationale ou des Transports.

Son premier objectif est de forcer les autorités à mettre en application une loi qui accorde 50 % de réduction aux élèves qui prennent les transports en commun pour se rendre en cours. L'abonnement de bus pour les lycéens ruraux peut atteindre 450 lei par mois (entre 40 et 100 euros), selon la distance. Une somme conséquente, alors que le salaire minimum roumain est de 1 912 lei (407 euros).

Pas de savon, ni de papier toilette

Les lycéens habitant à la campagne, plus touchés par le décrochage scolaire, seront les premiers à bénéficier de cette loi. Ils sont 27 % à arrêter l'école prématurément, selon le rapport « Education and training monitor 2018 » de la Commission européenne. « *En novembre dernier, nous avons été les premiers à poursuivre en justice un comté pour non-respect de cette loi* », explique Mihai Tanase avec fierté. La plainte contre le comté de Constanta a été rejetée en janvier, mais il ne compte pas s'arrêter là. Il a fait appel.



Mihai Tanase préside l'AEC depuis février. Photo Ana Sandu.

L'autre combat de Mihai Tanase, c'est le « *racket* » des lycéens par leur établissement. 60 % des lycées roumains sont en sous-effectif, particulièrement dans les zones rurales. Or, moins d'élèves signifie moins de budget. Dans les lycées de campagne, cela débouche sur des situations ubuesques. « *Les élèves doivent payer eux-mêmes le savon ou encore le papier toilette* », dénonce Denisa Mocanu, vice-présidente de l'AEC. Le rapport de la Commission européenne précise que 38 % des établissements ruraux ont encore des toilettes extérieures, sans eau courante, contre 7 % dans les zones urbaines. Seulement 20 % possèdent une bibliothèque.

Originaire d'Independanta, petit village à une heure de Constanta, Violeta Lache, 16 ans, y a fait toute sa scolarité, avant de s'inscrire dans un lycée en ville en septembre dernier. « *Je m'estime chanceuse de pouvoir continuer ma scolarité ici. Dans les lycées ruraux, les profs et les élèves ont perdu tout intérêt pour ce qu'ils font.* » De quoi faire grandir chez les élèves un complexe d'infériorité précoce. « *Depuis leur plus jeune âge, on leur répète qu'ils sont moins bons que ceux des villes. C'est ancré dans leur tête.* » Les plus aisés démenagent, les autres guettent un miracle qui peine à arriver. 🌈



FLORIN BADITA MÉG@PHONE INCORRUPTIBLE

Dans la rue, sur Internet et entre les murs de sa maison citoyenne, l'activiste Florin Badita s'oppose à l'objectif du pouvoir en place : légaliser la corruption.

•• Théo Mercadier

Une odeur de peinture fraîche s'impose au rez-de-chaussée de la Casa Activistului, où des fils dénudés sortent encore des murs. Florin Badita est assis par terre. Après avoir pianoté une dernière fois sur deux ordinateurs posés à même le sol, l'activiste se lève, dévoilant un grand sourire et une large stature taillée pour s'imposer dans les manifestations, mégaphone au poing. Il mène depuis trois ans une lutte globale contre la corruption qui gangrène les institutions roumaines : justice, politique, hôpitaux ou encore institutions religieuses.

L'envie de faire bouger les choses nécessite une certaine rage. Le militant de 30 ans n'en manque pas. Il ponctue une phrase sur deux par un « fuck » adressé au gouvernement, qui mène une guerre législative pour dépénaliser la corruption. « Les sociaux-démocrates s'adaptent, ils sont comme un virus », assène-t-il en gravissant la volée de marches qui mène à l'étage. Se dévoile alors une grande salle lumineuse sous les toits, où poufs et hamacs s'approprient à accueillir quiconque a besoin de s'armer intellectuellement contre le système. Un programme annonce les rendez-vous organisés par ce que Florin appelle la « maison civique » : préparation d'actions, projection de films, cours sur la constitution roumaine... Des livres s'empilent un peu partout.

« Le but est de faire de cet endroit une sorte de bibliothèque d'Alexandrie civique, ouverte à tous. » Il étale devant lui une dizaine d'essais universitaires sur les mouvements sociaux roumains, glanés sur Internet, imprimés et mis à disposition des curieux. Il pointe du doigt le fond de la salle : « Dans quelques temps, si tout va bien, ce mur sera recouvert d'écrans qui diffuseront des infos civiques en boucle. » Et qui paye tout ça ? Principalement 200 donateurs, qui financent le loyer à hauteur de 4 500 lei par mois (945 euros).

La maison est la matérialisation d'une initiative d'abord virtuelle, lancée en 2015 par Florin sur sa page Facebook, Coruptia Ucide (« La corruption tue », en français), après l'incendie du Colectiv Club qui a fait 64 victimes. La direction de la célèbre discothèque de Bucarest aurait soudoyé l'administration de la ville pour accélérer les contrôles et dépasser le nombre de participants autorisés (400 pour une capacité de 80 places). Comme beaucoup, Florin a perdu un ami ce tragique soir du 30 octobre.

Le scandale ne s'est pas arrêté là : les hôpitaux de Bucarest se sont révélés incapables de traiter les grands brûlés. Puis des lanceurs d'alerte ont filmé des patients laissés à l'abandon dans un état indigne. Coruptia Ucide est devenu, en réaction, la clé de voûte de manifestations monstres, fédérant des centaines de



Florin Badita achève sa maison d'activiste anticorruption à Bucarest, financée par 200 soutiens. Photo Théo Mercadier.

milliers de manifestants dans les rues du pays. Pour Florin, qui vivait jusqu'alors en informaticien freelance, c'est le début d'une nouvelle vie de combat et d'adversité : « En 2016, je manifestais contre un projet de loi qui décriminalisait la corruption en-dessous de 44 000 euros de préjudice. Un pro-PSD a posté sur les réseaux sociaux une photo de mon dos en écrivant : "Et si je le poignardais ?" »

Des écrans aux pavés

Les trolls le harcèlent sur le Net et lui valent plusieurs bannissements temporaires de Facebook : « Qu'ils aillent se faire voir, on essaie de toute façon d'être moins dépendants de cette plateforme. » Et les outils numériques ne manquent pas : site, mailing list, web TV. Le militant mise sur ses compétences en informatique pour entretenir le réseau d'activistes et interpellier les pouvoirs publics. Chaque citoyen peut, par exemple, soumettre à l'administration des requêtes pour connaître le montant des marchés publics, portes ouvertes à la corruption. Florin en a soumis 7 000. Un record. « Je demande par exemple aux villes ce que leur coûtent les décorations de Noël par habitant. Pour certaines, ça va être 50 centimes, pour d'autres, 6 euros. »

Montrer ces écarts jette une lumière crue sur les dépenses publiques qui s'envolent, et dont une bonne partie finit dans les poches de responsables locaux. Déblaiement de la neige, espaces verts, feux d'artifice : tout est passé au crible. Les mauvais élèves sont identifiés et leur nom transmis à la presse locale.

Le 31 mars 2019, le militant était dans la rue pour protester contre la dernière opération des sociaux-démocrates au pouvoir : autoriser les responsables politiques à réquisitionner des terres, s'ils prouvent qu'ils ne tirent pas directement profit de l'opération. Le genre d'imbroglie administratif contre lequel il devient difficile de mobiliser les énergies : « Le PSD fait des réformes de plus en plus techniques pour embrouiller le citoyen lambda, rage l'activiste, mais c'est quand on relie ces lois entre elles qu'on saisit à quel point elles sont toxiques. » Les effets de la stratégie de sape qui dure depuis bientôt quatre ans se font sentir. « Les gens commencent à se lasser. » Nombre de ses frères et sœurs de lutte ont préféré quitter le pays, dégoûtés par le pouvoir et certains de trouver ailleurs un salaire à la hauteur de leurs diplômes. La plupart ne reviendront jamais. Florin Badita, lui, fait le choix de rester. Incorruptible. ••



MIHAELA DRAGAN

FÉMINISME ROM

PREMIER ACTE

Photo Ana Sandu.

Militante féministe et antiraciste, Mihaela est une jeune comédienne et dramaturge rom. Sa compagnie de théâtre, novatrice et progressiste, détonne dans le paysage artistique.

●● **Emeline Paillasseur et Manon Pélissier**

Au théâtre juif de Bucarest, Mihaela Dragan répète dans une loge étriquée. Ce soir, elle joue *Kali Tras*, son dernier spectacle (« *Peur noire* », en français). Le nom donné au plan d'extermination des Roms pendant la Seconde Guerre mondiale. Fichu vert, nattes entourées de rubans roses, blouse brodée et jupe fleurie, Mihaela interprète une artiste rom, déportée dans les camps en Moldavie. « *C'est un rôle si difficile à jouer, si sombre. Personne ne parle de l'holocauste des Roms. On se devait de jouer cette pièce, même si parfois elle me consume.* »

Comédienne et dramaturge, elle incarne, à 33 ans, le nouveau visage du théâtre rom, déconsidéré dans le milieu artistique. Pour elle, écrire était une nécessité : elle ne se reconnaissait pas dans l'art des autres. Elle crée aussi pour lutter contre le racisme à l'encontre des Roms. « *J'ai fait des études de théâtre à Bucarest et remarqué la persistance du cliché selon lequel les Roms ne sont pas éduqués, pas professionnels, comme si le talent ne pouvait qu'être inné chez nous.* » Originaire de Constanta, Mihaela a grandi dans une famille plutôt progressiste. « *Pour mes proches, il est plus*

important de me soutenir que de comprendre les raisons de ma lutte. »

Inventer le mot féminisme en romani

En 2014, elle fonde avec son amie, Zita Moldovan, sa propre compagnie de théâtre, Giuvlipen. « *En romani, le mot "féminisme" n'existe pas. On l'a donc inventé, à partir du mot "giuvli", qui signifie "femme".* » En tant que femme rom, elle mène un double combat : lutter contre le racisme envers les Roms mais aussi contre le patriarcat. « *J'avais conscience des problèmes racistes avant de percevoir ceux liés à mon genre. Quand j'ai écrit mon premier spectacle, un one woman show sur le mariage précoce dans les communautés roms, j'ai eu le déclic : j'étais féministe.* » Une prise de conscience douloureuse à assumer. « *C'est déjà difficile d'admettre que tu as une identité différente, alors considérer que tu es doublement discriminée, c'est encore plus éprouvant.* » Une fois la compagnie de théâtre féministe fondée, Mihaela écrit une première pièce : *Gadjo Dildo*. « *Le godemiché du Blanc* » en français. Très provocateur, le spectacle aborde pour la première fois au théâtre les questions LGBT+ et le concept d'intersectionnalité, un cumul de discriminations. Les clichés sur les femmes roms, perçues encore aujourd'hui comme exotiques, sauvages et libidineuses, sont tournés en dérision. Sa double identité lui vaut des attaques de



Pour Carmen, on ne doit pas dire « gitan », un terme raciste employé pour qualifier les Roms. Photo Manon Pélissier.

« On a les mêmes droits que tout le monde mais on doit se battre beaucoup plus pour les obtenir »

Carmen Gheorghe est l'une des cofondatrices de l'association E-Romnja. Depuis 2012, elle milite contre l'exclusion, le racisme et les multiples discriminations auxquelles ces femmes sont confrontées. Et insiste sur le fait que l'ensemble de la société est sexiste et patriarcale. « *Les normes genrées dans la culture rom sont les mêmes qu'ailleurs.* »

E-Romnja mène ses actions dans quatre communautés roms. Dans ces villages, le racisme est systémique envers la population et les infrastructures sont défaillantes. Difficile d'accéder à l'eau, à l'électricité, aux routes, à l'éducation... Les problèmes spécifiques des femmes roms sont relégués en bas de l'échelle par les administrations locales.

Parfois, elles ne parvenaient pas à allaiter leurs enfants à cause de la malnutrition. « *Elles demandaient du lait maternel en poudre mais personne ne leur en fournissait. Toutes les autorités locales connaissaient la situation de ces femmes mais ils ne faisaient rien parce qu'ils sont racistes.* » Grâce à une pétition lancée par E-Romnja et des négociations en direct avec les autorités, l'association a pu résoudre ce problème. Dans d'autres villages, qui ont déjà acquis tous les besoins de première nécessité, E-Romnja s'attaque à des projets plus féministes, comme la construction d'un centre communautaire. « *Dans ces espaces, nous pouvons offrir un support psychologique pour les femmes, parler de moyens de contraception, distribuer des préservatifs, des tests de grossesse ou de dépistage du cancer du col de l'utérus.* »





« Je ne suis pas une héroïne. Ce n'est pas que mon combat. Je ne serai pas là sans le soutien des autres femmes », insiste Mihaela. Photo Manon Pélissier.

la part des non-Roms, mais aussi de sa propre communauté. « Pendant le Pride festival (marche des fiertés, ndlr) de 2014, on a joué la première de Gadjo Dildo. La communauté LGBT+ se demandait pourquoi on était là. Ils ne comprenaient pas le lien entre eux et notre pièce, qui parlait pourtant d'homosexualité. Des Roms nous ont insulté et humilié en public, sur les réseaux sociaux. Pour eux, on ne parlait que de sexe. »

La relève à préparer

Après cinq ans d'existence, la compagnie Giuvlipen et sa dizaine d'acteurs roms ont commencé à faire bouger les lignes. La presse internationale relaie leurs revendications, des metteurs en scène réputés proposent de travailler avec eux. « On était les premières à faire du théâtre rom féministe. On a dû apprendre toutes seules, on a fait des erreurs mais personne n'était là avant pour nous donner l'exemple. Aujourd'hui, on vieillit et on veut préparer la nouvelle génération. À quoi bon lancer un mouvement s'il ne se passe rien ensuite ? » 🌈

Nicoleta Bitu, universitaire et militante féministe, spécialiste du développement des communautés roms

« Quand je suis devenue activiste contre le racisme anti-Roms il y a 30 ans, j'ai questionné le patriarcat et les relations entre femmes et hommes. J'ai été témoin de situations où des femmes du mouvement n'étaient pas écoutées ou respectées parce qu'elles étaient lesbiennes ou juste parce qu'elles étaient des femmes. Pourtant, quand on réclame la justice pour tous les Roms, on doit aussi inclure les femmes et les personnes LGBT+. Certains et certaines me considéraient comme une traîtresse quand je parlais du sexisme et du patriarcat dans les réunions militantes. Ils disaient qu'il y avait d'autres priorités. J'ai eu le même problème dans le milieu féministe. Elles me disaient que je n'y avais pas ma place. Les Roms me répétaient "tu es d'abord Rom" et les féministes me signifiaient "tu es d'abord femme". Mais ce n'est pas dissociable. C'est là tout le concept d'intersectionnalité. Je suis femme et rom. »

Nicoleta a découvert le concept d'intersectionnalité dans le livre de Bell Hooks, *Ne suis-je pas une femme ?* Photo Manon Pélissier.



ÉLECTRICITÉ
PAUVRETÉ
ÉNERGIE

IULIAN ANGHELUTA ÉCLAIREUR EN CAMPAGNE

Plus de 200 000 habitants vivent toujours sans électricité. Armé de ses panneaux solaires, Iulian Angheluta sillonne le pays afin de leur venir en aide. Il a élaboré une loi, avec une sénatrice, pour éclairer plus largement les régions plongées dans l'obscurité.

🌈 Manon Pélissier

Dans un café populaire du sud de la capitale, Iulian Angheluta parcourt les photos de sa dernière expédition. Au milieu de la forêt, deux chevaux tirent un traîneau, rempli à ras bord de panneaux solaires. Iulian aide à pousser, les pieds dans la neige. Il se rend dans le village de Moldovita, à l'extrême nord du pays, près de la frontière ukrainienne, où six foyers restent sans électricité.

Iulian arpente les routes depuis sept ans pour éclairer ces régions plongées dans le noir et délaissées par le gouvernement. Le travail de son association, Free Miorita⁽¹⁾, a déjà permis d'illuminer trois écoles, deux églises et près de 170 maisons. 52 000 logements n'avaient pas accès à l'électricité en 2018, selon le ministère de l'Énergie. Autrement dit, plus de 200 000 habitants, soit l'équivalent de la ville de Rennes, ne possèdent ni téléphone, ni réfrigérateur.

Cheveux mi-longs, veste à capuche, tee-shirt et sneakers, Iulian ressemble plus à un adolescent révolté qu'à un quadragénaire assagi. Sur son tee-shirt on peut lire : « Les voleurs agissent la nuit », allusion au gouvernement qui vote les lois lorsque le peuple est endormi. Critique envers les responsables politiques, Iulian a décidé d'agir. Il se déplace deux fois par mois dans un de ces villages perdus, enclavés dans les montagnes, loin des routes et des câbles





Après avoir participé au *Mongol rally*, une course humanitaire de 10 000 km, Iulian a eu l'idée de créer son association.
Photo Manon Pélissier.

électriques. En une journée, il équipe une maison d'un panneau solaire et bricole un compteur électrique. « Le réseau public date des années 1970. Depuis, il n'y a eu aucun investissement. L'État ne veut pas l'étendre. Ils disent que cela coûte trop cher. »

Au-delà des infrastructures, une autre question se pose : celle de la pauvreté. « Les gens vivent dans des petites maisons en argile, avec les toilettes à l'extérieur. Ils ne peuvent pas payer l'électricité, qui coûte environ 45 lei par mois (10 euros). Ils ne peuvent même pas se permettre d'acheter une lampe à pétrole à 6 lei (1,30 €). »

Digne du Moyen Âge

Ces populations ont un mode de vie digne du Moyen Âge, dépendantes de la lumière du soleil. « Ils se lèvent très tôt le matin,

vers 5 ou 6 heures, et s'éclairent avec des bougies ou des lanternes. Les enfants rentrent de l'école à midi pour aider leurs parents aux tâches domestiques et s'occuper des animaux. Ils essaient de faire leurs devoirs avant que la nuit tombe.

Vers 18 heures, ils vont se coucher. » Vivre sans électricité pose des problèmes qu'on n' imagine plus. « Rien que pour contacter la police, les pompiers ou les ambulances, comment faire ? »

La santé et l'avenir des enfants entrent aussi en jeu. Certaines familles ont les moyens de s'éclairer à la lampe à pétrole. « Mais cela revient à inhaler des vapeurs d'essence, qui provoquent des maladies respiratoires », explique-t-il. Le décrochage scolaire est plus fréquent. Difficile de trouver la motivation quand les devoirs doivent être faits à la bougie. Les livres, trop coûteux, sont presque

inexistants dans les foyers. Avec peu d'accès à l'information et à la connaissance, l'intégration dans la société est quasi-impossible.

Cynique logique

Condamnés à vivre en retrait, ils restent à distance de la politique : « Puisque ce ne sont pas des électeurs, ils ne peuvent pas "aider" l'État. Ils n'ont pas de valeur pour le gouvernement. Cette logique cynique est la triste vérité, affirme Virgil Musatescu, ingénieur et docteur en économie, spécialiste de la politique énergétique. S'ils n'arrivent pas à payer leur facture d'électricité, ils devraient bénéficier d'une aide sociale. Mais il est plus commode pour le gouvernement de ne rien déboursier. »

Iulian refuse le fatalisme. Sa rage vient des tripes. « Je ne peux pas rester là sans rien faire », insiste-

t-il. Seul aux commandes de son association, il arrive à se financer grâce à des dons de grandes entreprises et de particuliers. Chaque trajet coûte à Free Miorita environ 6 000 lei (1 300 euros). Pour mener à bien ses missions caritatives, Iulian a tout lâché. « Je travaillais dans la publicité avant. Mais partir deux semaines par mois et bosser en même temps, ce n'était pas possible. Le projet devait continuer. »

Première lueur

Son travail a été remarqué par l'une des sénatrices du parti de l'opposition, Union sauvez la Roumanie (USR), Silvia Dinica.

« Free Miorita s'attaque directement au problème. Ce n'est pas le cas du ministère de l'Énergie », condamne-t-elle. Elle aussi souhaite régler ce problème fondamental, en suspens depuis plusieurs années : « L'hiver dernier, j'ai constitué une équipe composée de Free Miorita, d'ONG, d'experts dans le domaine de l'énergie et d'entreprises d'électricité. On a fini par mettre au point une loi, intitulée "Première lueur". »

La sénatrice propose que chaque ménage qui ne bénéficie pas d'électricité – parce qu'il est situé dans des localités isolées ou qu'il ne peut pas payer – reçoive une aide de 7 000 lei (1 500 euros). Le Sénat s'y est déclaré favorable en

mars dernier et la loi sera bientôt soumise au vote des députés. « Dans le passé, le gouvernement a annoncé plusieurs initiatives. Pour être franche, rien n'a changé », dénonce Silvia Dinica.

Iulian, lui, reste sceptique quant à l'application de cette loi. Il sait qu'il ne peut rien attendre de la politique. Et préfère continuer, petit à petit, à illuminer les régions reculées de Roumanie. 🇷🇴

(1) Littéralement, « Libérez Miorita ». Miorita est le nom d'une agnelle, héroïne éponyme d'une ballade populaire roumaine sur la fatalité du destin.



Iulian et Traian, un bénévole, doivent utiliser un traîneau pour apporter leur matériel jusqu'aux maisons. Photo Bogdan Dinca.



LAURA CODRUTA KOVESI

PROC' ÉTHIQUE

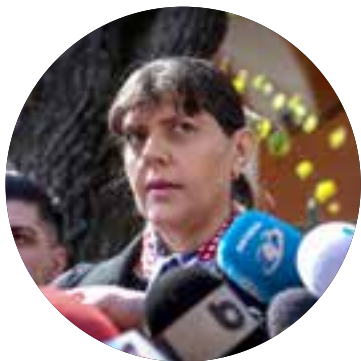


Photo George Calin - AFP.

Personnalité préférée des Roumains et bête noire du gouvernement, l'ancienne cheffe du parquet national anticorruption a été mise en examen en mars 2019. Une énième volonté de la discréditer.

●● Manon Pélissier

C'était elle la favorite pour diriger le tout nouveau parquet européen anticorruption. Une évidence pour les pays de l'Union. Sa mise en examen rebat les cartes du jeu diplomatique. Le 28 mars 2019, Laura Codruta Kovesi est inculpée pour « *corruption passive, abus de fonction et faux témoignage* ». Motif invoqué : la procureure et ancienne cheffe de la Direction nationale anticorruption (DNA) aurait organisé l'extradition, depuis l'Indonésie, d'un Roumain condamné pour avoir spolié de petits épargnants. Elle est également accusée d'avoir fermé les yeux sur des preuves falsifiées

par deux procureurs. Elle dément tout. « *Il est évident que je suis visée par une campagne de harcèlement et d'intimidation* », a-t-elle déclaré devant le commissariat de Bucarest, où elle doit pointer. Son contrôle judiciaire lui interdit de s'exprimer dans la presse sur ce dossier, d'exercer ses fonctions et même de quitter le pays. Visage emblématique de la lutte anticorruption, Laura Codruta Kovesi est devenue, dans son propre pays, la femme à abattre.

Quête de justice

Un scénario invraisemblable lorsqu'on connaît son parcours exemplaire. Originaire de Transylvanie, elle est, à 33 ans,

la première femme procureure générale de Roumanie et la plus jeune à accéder à ce poste. À 40 ans, en 2013, là voilà promue cheffe de la DNA. Pudique et rétive aux médias, la procureure sourit peu. Sa frange brune et sa coupe au carré forment le cadre strict de son visage. Son mètre quatre-vingt d'ancienne joueuse de basket-ball impressionne.

Même si l'institution existe depuis 2002, elle en devient vite l'égérie. Les têtes se mettent à tomber. Entre 2013 et 2018, quatorze membres des gouvernements dirigés par l'ancien Premier ministre social-démocrate, Victor Ponta, sont poursuivis pour évasion fiscale, pots-de-vin ou



Début mars, des citoyens ont manifesté devant le siège de la Direction nationale anticorruption à Bucarest, pour afficher leur soutien à la procureure. Photo Daniel Mihailescu - AFP.

trafic d'influence. Des milliers d'élus subissent le même sort. En tout, deux milliards d'euros de biens sont saisis. La lutte contre la corruption avance à vitesse grand V. En 2015, c'est au tour de l'ancien Premier ministre lui-même de répondre d'évasion fiscale, de complicité de blanchiment d'argent et de conflits d'intérêts. Victor Ponta démissionne sous la pression de la rue. En 2016, Liviu Dragnea, président de la Chambre des députés et chef de file du parti social-démocrate (PSD), est condamné à trois ans et demi de prison ferme pour abus de pouvoir. Dès lors, impossible

pour lui de prétendre à l'élection présidentielle. Il réussit à conserver ses fonctions mais n'oublie rien. Laura Codruta Kovesi est destituée de la DNA en juillet 2018, sous le prétexte d'avoir « *nui à l'image de la Roumanie à l'étranger* ». La DNA est depuis privée de direction.

Dragnea, sa némésis

Montages grossiers relayés dans la presse pour la discréditer, lettre écrite par vingt-sept responsables politiques destinée à la dénigrer, allusion à « *un État parallèle* » qu'elle aurait créé au

sein de la DNA... Après avoir tout essayé pour décrédibiliser Laura Codruta Kovesi, le gouvernement a cette fois frappé un grand coup. Et remet sérieusement en doute sa candidature au parquet. La Commission européenne a rappelé que les candidats « *doivent pouvoir participer sans entraves au processus de sélection* ».

Début mars, des manifestations pour soutenir Kovesi ont eu lieu à Bucarest, devant le siège de la DNA. Les manifestants anticorruption n'ont pas fini de scander un de leurs slogans préférés : « *Dragnea, n'oublie pas, c'est Laura qui t'aura* ». ●●





PORTFOLIO

ABYSSAL SECTEUR 5

Textes et photos Mélanie Volland



Au cœur de Bucarest, cette poche de pauvreté de plus de 270 000 habitants est l'une des six divisions administratives de la capitale. Près de 11 000 Roms y vivent, parfois sans eau courante ni électricité. Les riverains ont pris les devants et tentent de bouleverser le quotidien d'un quartier abandonné par les pouvoirs publics. Récit en images.





GEORGE

Il n'est pas membre de la communauté rom mais coordonne l'association de soutien éducatif Clubul de Educatie Alternativa. Dans le quartier, il connaît et salue tout le monde. « *Ce qui lie les gens ici, c'est la pauvreté* », confie George, 41 ans, lors de notre première rencontre.

Il supervise les programmes pédagogiques et lève des fonds pour l'association. Mais son travail se fait essentiellement au contact des enfants roms, pour prévenir l'échec scolaire. Sa dernière mission l'a particulièrement marqué : il s'est occupé d'un enfant battu par ses parents.



FRONTIÈRE

Cette rue d'apparence ordinaire sépare le secteur 5 du reste de Bucarest. Elle représente une véritable frontière et matérialise l'enclavement du quartier, délaissé par les pouvoirs publics. Depuis 1989 et la chute du régime communiste, les Roms sont à nouveau stigmatisés. Ils s'apparentent à la caste des « Intouchables » en Inde, un groupe d'individus en marge de la société, victime de discriminations.

PRÉCARITÉ

Les familles s'entassent dans de petits appartements vétustes. Le manque de place oblige certains habitants à dormir à même le sol.





MARIA

Les instituteurs font presque tous partie de la communauté rom. Maria, 54 ans (ci-dessus), est née dans le secteur 5 et avait à cœur d'aider les enfants du quartier. Elle travaille avec l'association Clubul de Educatie Alternativa depuis huit ans. Les écoliers apprennent principalement le roumain, mangent dans les locaux et profitent d'activités périscolaires (théâtre, danse). Dès 12 ou 13 ans, ils sont sollicités par leur famille pour travailler et risquent de quitter le système éducatif.



CLUB DES MAMANS

Rodica (à droite) est l'un des piliers de l'association. Cette institutrice de 41 ans a fondé le « club des mamans ». Elle anime les réunions de quartier et se mobilise pour lever des fonds afin de construire des infrastructures, comme le parc pour enfants (page ci-contre).

CATY

À 40 ans, elle vit dans un appartement exigu avec son époux, la tante de son mari et ses trois enfants, dont l'aîné (ci-dessous). Caty a abandonné l'école quand elle était adolescente. Depuis, elle a repris ses études, va passer le baccalauréat et s'apprête à étudier la psychologie. Dans un souci d'intégration, elle a toujours refusé d'apprendre le romani à ses enfants.





ORDURES

Le ramassage des ordures a été délégué à une société privée. Ses agents ne passent qu'une fois par semaine. Avec un seul local poubelle pour l'ensemble des blocs, les habitants déversent leurs déchets où ils peuvent. L'odeur est pestilentielle, sans compter les problèmes d'évacuation d'eau. Plusieurs sous-sols sont inondés depuis des années. Certains habitants s'organisent quand même pour nettoyer les alentours.

Comme le précise une riveraine, les premiers à ramasser les débris ont d'abord subi des railleries avant que d'autres ne leur emboîtent le pas. 🌈



ALEX PETRICEAN NEUF SUR LE PLAT

Ce jeune chef autodidacte, révélé par une émission de cuisine, est l'emblème de la nouvelle gastronomie roumaine. Il revisite les recettes ancestrales comme personne ne l'a fait avant lui.

●● Emeline Paillasseur

Des bâches sur le sol, des tables dans un coin et des pots de peinture : à moins d'un mois de l'ouverture de son restaurant à Bucarest, Alex Petricean est en pleins travaux. Murs en pierres apparentes, chaises en bois clair et grands luminaires design créent une ambiance résolument moderne. Ce mercredi de mars 2019, il s'agit d'ajouter une petite touche de tradition au décor : le chef doit accrocher les peaux de mouton qui viendront réchauffer la pièce principale. Des moutons roumains. Des murs à la carte, ici tout sera local. À 32 ans, Alex Petricean voue un culte à la cuisine

traditionnelle. Premier à inscrire le patrimoine culinaire de son pays dans la gastronomie moderne, il a été élu chef de l'année 2018 pour la Roumanie par le guide français Gault & Millau. Il s'est taillé une belle réputation en osant revisiter les recettes classiques.

Son restaurant va d'ailleurs s'appeler Noua bucatarie romaneasca. Traduction littérale : nouvelle cuisine roumaine. Le ton est donné. Ce projet est l'aboutissement du concept de Maize, le restaurant pour lequel Alex travaillait auparavant et où il avait mis en

place, pour la première fois dans le pays, le concept « de la ferme à l'assiette ». Cette fois, le chef est le propriétaire. « C'est mon bébé. Je n'ai pas d'enfant. Je le vois comme le premier projet que je construis de mes mains. » Mais s'il n'a pas encore de progéniture, il a ses parents. Chez les Petricean, la cuisine est une affaire de famille. C'est de sa mère qu'Alex, qui ne se destinait pas à une carrière en cuisine, a tout appris. Jonglant entre sa passion pour l'escrime et ses études dans la publicité à Bruxelles, il est passé derrière les fourneaux il y a seulement 7 ans, par nostalgie. Les bons plats roumains, et surtout la



Des plats 100 % locaux et traditionnels, dressés comme dans les plus grands palaces.
Photo Noua Bucatarie romaneasca.

« ciorba » – soupe de légumes et de viande – lui manquaient. Sa mère a eu la patience de lui transmettre ses recettes par téléphone. « C'était une super professeure. »

Polenta, porc et chou

À cette époque, il regarde Masterchef USA à la télévision. Un concours de cuisine où s'affrontent des amateurs. Quand la production annonce son premier casting pour une saison en Roumanie, c'est décidé, il rentre chez lui et se prépare pour la chance de sa vie. 2 500 candidats à la présélection. Alex se démarque avec une quiche lorraine... aux pêches. Il intègre le concours et en sortira demi-finaliste, éliminé pour une sombre histoire de moules trop cuites. Mais il ne regrette rien : « Je suis content de ne pas avoir gagné, ça m'a donné l'envie d'aller plus loin. » À sa sortie de l'émission, il fait ses premières gammes dans une cuisine professionnelle. « J'ai compris ce que fonctionner en brigade voulait dire et j'ai dû travailler dur pour acquérir beaucoup de savoir. » Après de rapides passages dans plusieurs

restaurants de Bucarest, cap sur l'étranger. Dans neuf grandes enseignes étoilées autour du monde. « C'est là que j'ai compris la philosophie de la cuisine. Ce que les traditions et les ingrédients voulaient dire. »

Le chef commence à définir son projet et à développer sa propre identité culinaire. Il s'intéresse à la cuisine de ses ancêtres, aux nombreuses influences de la gastronomie roumaine – latines, turques, russes notamment. Il s'étonne que ses compatriotes ne soient pas aussi passionnés que lui par leur cuisine traditionnelle. « La plupart des restaurants du pays ferment parce que les clients ne veulent manger que des pâtes, des pizzas et des burgers... On perd notre identité. »

Pour développer sa créativité, il a besoin de s'imposer des règles strictes. Il se contraint à ne cuisiner que des ingrédients locaux et de saison. Pour revisiter le trio classique « mamaliga » (polenta), porc et chou, emblème de la cuisine locale, il n'utilise que des produits d'exception. Par exemple, à la carte de Noua, on ne

trouvera que du porc mangalitsa, une race très peu grasse, élevée uniquement dans de petites fermes dans le nord du pays, à la frontière avec la Hongrie. Le reste des produits provient d'agriculteurs que le chef a fédérés autour de lui et qui ne cultivent qu'en petite quantité, en respectant une agriculture durable.

Dans ses assiettes, Alex laisse ses produits s'exprimer. Fidèle à une cuisine simple, il n'en mélange jamais plus de trois dans le même plat. Sa folie réside dans « les formes, les couleurs et les techniques utilisées ». Et dans son amour pour l'histoire des plats qu'il réinvente. Il travaille la carte de Noua avec des grands-mères roumaines qu'il a rencontrées après un appel à témoignages dans une émission de télévision. Ces gardiennes du patrimoine culinaire partagent avec lui leurs recettes de famille. Ensemble, ils imaginent des plats qui ont tout de ceux de l'enfance, la saveur de l'audace en plus. ●●





Hôtellerie et restaurants de viande rôtie, Stefan Mandachi a construit sa fortune dans sa région de Moldavie occidentale. Photo DR.

STEFAN MANDACHI MÈTRE DES LIEUX

L'inauguration en grande pompe d'une petite portion d'autoroute, dans le Nord-Est du pays, a propulsé son auteur, Stefan Mandachi, en figure de proue d'une population en manque d'infrastructures.

●● Antoine Belhassen

Fin mars, la neige n'a pas encore fondu à Suceava, à sept heures de route au nord de Bucarest. Les visiteurs patagent dans la boue d'une vaste plaine. Ils sont des centaines à affronter le froid. Tous sont là pour soutenir le héros local. Sur l'écran géant, un trentenaire, micro en main, harangue la foule. Le costume trois pièces bleu marine gomme à peine son

physique de boxeur. La barbe taillée au poil souligne le sourire d'un homme fier de son succès. Stefan Mandachi vient de frapper un grand coup médiatique. Toutes les télévisions nationales ont fait le déplacement. Même la BBC est venue de Londres pour rencontrer celui qui tient à changer l'image de son pays. Celle de ses routes, du moins. Le jeune entrepreneur inaugure la première voie rapide de sa région,

la Moldavie occidentale. La nouvelle infrastructure flambant neuve s'étend sur... un mètre de longueur.

« Le gouvernement nous ment depuis trente ans et nous ne croyons plus en lui. Les autoroutes peuvent unifier la Roumanie », explique-t-il. La chaussée en goudron, les bandes d'arrêt d'urgence, les signalisations, le séparateur central... Le trentenaire a tout

payé de sa poche. 4 500 euros. Une somme modeste pour celui qui dirige un hôtel quatre étoiles et la troisième plus grande chaîne de fast-food du pays. Sa marque, Spartan, spécialisée dans le kebab de poulet, emboîte le pas aux géants américains McDonald's et KFC. De quoi lui donner de l'assurance. « Des médecins, des prêtres, des professeurs, des hommes politiques de différents partis... Beaucoup de personnalités ont assisté à ma cérémonie. » Triomphant, il enchaîne : « Plus qu'un acte militant, c'était le plus grand événement solidaire depuis 1989 et la chute du communisme. C'était comme une révolution pacifique ! »

Traverser les Carpates

Sur les réseaux sociaux, Stefan maltraite des sacs de frappe, court sur de grandes étendues enneigées ou pilote sa Porsche Cayenne. L'homme d'affaires n'hésite pas à se mettre en scène pour mener son combat. « J'ai parcouru plus de 500 000 kilomètres. J'aurais pu mourir plusieurs fois. J'étais frustré de l'état de nos routes et encore plus de voir que personne ne prenait la parole. Je suis le seul à avoir eu le courage de crier fort : "Nous avons besoin d'autoroutes, maintenant !" » De là est née la campagne « #sieu » (littéralement « #nousaussi »). Un hashtag repris en masse.

Insuffisantes, délabrées, chaotiques... L'état général des infrastructures routières entretient les polémiques depuis l'adhésion du pays à l'Union européenne. Beaucoup se demandent où passe l'argent des subventions, alors que le taux de mortalité routière



Un mètre de longueur. Coût des travaux : 4 500 euros. Photo DR.

est le plus haut d'Europe. « C'est une bonne chose que la société civile s'empare du sujet », se réjouit Ionut Ciurea, vice-président de l'association Pro Infrastructura, observatoire de ce sujet.

Des projets ont été abandonnés à trois reprises, d'autres se poursuivent depuis trente ans. Pour 2019, le gouvernement a promis 180 km d'asphalte. « C'est irresponsable. Il faut trois ans d'études, de planning et d'exécution avant de parachever une autoroute. Ces délais sont trop courts pour être rassurants », s'inquiète le militant, qui table davantage sur 43 km. La Bulgarie et la Hongrie ont deux fois moins de superficie que la Roumanie, mais ont autant – sinon plus – d'infrastructures. « Nous sommes incapables de prendre des décisions. Ici, rien ne

bouge. »

Les autoroutes ont longtemps été à l'origine de scandales de corruption. « Plusieurs concessionnaires ont fait faillite et n'ont pas pu poursuivre leurs engagements. Les décideurs politiques ne prennent plus de risques. Ils ne font rien, empochent leur salaire et c'est tout », proteste Ionut Ciurea, désespéré.

À ce jour, seuls 801,60 km ont été construits. « On en vient à compter les centimètres. » Selon lui, il en faudrait 2 200 de plus. Stefan Mandachi incarne la riposte citoyenne. « Pour arriver à nos objectifs, cela va nous prendre entre trente et cinquante ans, explique le vice-président de Pro Infrastructura. Quand les Américains marcheront sur Mars, nous parviendrons peut-être enfin à traverser les Carpates dans de bonnes conditions. » ●●



ANDREEA CHIRICA
& EUGEN RADESCUDANS LA
BULLE LGBT

Pour vivre heureuses, elles vivent cachées. Les personnes LGBT+ sont difficilement acceptées à Bucarest. La dessinatrice Andreea Chirica et l'écrivain Eugen Radescu veulent raconter leur quotidien impossible dans une BD.

●● Camille Chrétien

« Ici, une femme qui en embrasse une autre se ferait jeter dehors. » Accoudée à une table du Cercul militar à Bucarest, Andreea Chirica n'est pas à l'aise. Dans ce restaurant aménagé dans un ancien quartier général de l'armée, les serveurs, aux épaules carrées et à la mine patibulaire, ressemblent à des militaires. Les nappes blanches touchent le sol. Sous les moulures dorées du plafond, Andreea Chirica et Eugen Radescu, tous les deux 40 ans, détonnent par leur liberté fantasque. Elle, perdue dans son immense imperméable, un béret rouge sur la tête. Lui, mèche rebelle et chemise déboutonnée, laisse entrevoir une immense croix tatouée sur son torse. Les deux amis ont donné rendez-

vous à leur éditeur, en espérant qu'il finance leur premier projet commun : une bande dessinée sur la vie effarante des homosexuels. Chacun a déjà un solide parcours. Eugen, intellectuel reconnu, a écrit plusieurs essais et scénarios ; Andreea réalise illustrations et BD.

En octobre 2018, un référendum a été organisé pour tenter d'inscrire l'interdiction du mariage gay dans la Constitution. La dessinatrice se souvient d'une vie rythmée par la propagande homophobe. « Sur certains emballages de pain, on pouvait lire : "Les homosexuels sont des pédophiles." Les gens qui ont fait ça ont eu des problèmes... pas à cause du message, mais parce qu'ils n'avaient pas le droit de vendre leur pain dans un emballage plastique ! »

À la surprise générale, le référendum n'a atteint que 20 %

de participation et a été annulé. Si les citoyens ne sont pas allés voter, ce n'était pas pour boycotter le scrutin, mais le gouvernement. En mettant sur la table un nouveau sujet, les dirigeants ont tenté de faire oublier les problèmes de corruption.

Quant aux 20 % de citoyens qui ont participé au vote, 80 % étaient favorables à l'interdiction du mariage gay. Le résultat laisse un goût amer aux membres de la communauté LGBT+, dont Eugen : « Ce sont des idiots. Ils croient à tout ce que les prêtres leur racontent. »

Selon un sondage de 2011, près de 75 % de la population déclare ne pas vouloir d'un homosexuel au sein de sa famille, et 50 % sur son lieu de travail. Rien d'étonnant pour Andreea : « Avec



Dessiner peut être aussi un projet politique. Photo Mélanie Volland.

les communistes, c'était pareil. La pénalisation de l'homosexualité est la seule chose sur laquelle ils ont toujours été en accord avec l'Église. » À l'époque, aucun bar clandestin ou association militante. « Les rencontres entre hommes avaient lieu dans les toilettes de la gare centrale de Bucarest ou dans quelques parcs », ajoute Eugen. Les homosexuels se cachaient. Beaucoup étaient emprisonnés. De grandes campagnes d'ONG internationales réclamaient leur libération, mais « ce n'était pas suffisant. Beaucoup se sont suicidés ».

Eugen regarde ses mains et remet en place son imposante chevalière où l'on devine une croix en strass, allusion ironique à l'institution qu'il déteste. « Encore aujourd'hui, il y a très peu d'endroits où je peux être moi-même. » La dépénalisation de l'homosexualité ne remonte

qu'à 2001. Le pays est l'un des derniers d'Europe à avoir franchi le pas. Dans la rue, les couples de même sexe continuent à être dévisagés et insultés.

Control, Macaz et Q

Si les relations entre femmes sont tolérées, c'est pour une mauvaise raison : « Dans certains bars, si deux femmes s'embrassent, les hommes croient que c'est pour eux. Qu'elles leur offrent un show érotique. » Conséquence : ces personnes vivent dans une bulle. Toutes fréquentent les mêmes lieux. La liste est courte. La capitale ne compte officiellement qu'un seul bar gay pour hommes : le Q. Pour les femmes, les endroits sont plus officieux : le Macaz, un théâtre-bar coopératif, ou le Control, plus grand club de Bucarest. Le projet d'Andreea et Eugen est

né d'une volonté de raconter ce quotidien impossible. « Nous ne nous revendiquons ni sociologues, ni historiens. Nous voulons juste mettre la lumière sur ce que vivent les personnes LBGT+. »

Aujourd'hui, seules des thèses ou des recherches universitaires existent. « Rien de très accessible. » Andreea et Eugen ont réuni les témoignages de personnes qui ont vécu l'époque communiste, mais aussi de jeunes qui tentent de faire bouger les choses.

Pour la bédéiste, rien de mieux que le dessin pour rendre ces histoires vivantes. Est-ce un projet politique ? Oui. Mais en Roumanie, difficile de faire entendre ce genre de revendication. « Alors on commence doucement, par la sensibilisation. » ●●



PAUL RADU DATA JUSTICIER

Panama Papers, mafia dans les cimenteries, blanchiment d'argent... Le journaliste Paul Radu a décidé de mener une vie d'enquête, à la frontière de l'activisme.

●● Mathilde Musset

Une valise abandonnée au milieu d'un champ du comté de Teleorman, dans le sud du pays. À l'intérieur : des centaines de documents, vidéos et photos. Grâce au passant qui retrouve le bagage, Paul Radu et son collectif Rise Project récupèrent les informations et passent tout au crible.

Le 3 novembre 2018, le collectif révèle sur Facebook les *Teleorman leaks*. Un drainage de fonds européens organisé par une entreprise de construction, Tel Drum SA, et par Liviu Dragnea, chef du parti social-démocrate (PSD) et président de la Chambre des députés. Montant de la note : 21 millions d'euros.

Les journalistes, programmeurs et activistes de Rise Project travaillent avec les « data ». Une grande quantité de données qui, une fois analysées, permettent de pister les flux d'argent et de personnes.

« La politique est dirigée par l'intérêt personnel, économique, et non pas par l'idéologie. Nous vivons dans une sorte de kleptocratie organisée »,

estime Paul Radu. Le cœur de la cible est à portée de clavier : les hautes sphères du pouvoir politique, des milieux d'affaires, des entreprises du pays mais aussi les sociétés étrangères. Paul Radu, aidé de son équipe, a également créé un outil de visualisation pour mettre en évidence des réseaux entre les personnes ciblées et leurs biens : entreprises, patrimoine, investissements...

À coup de photos, vidéos et captures d'écrans, Rise Project informe sur Facebook, en complément de son site Internet. Le collectif, créé en 2012, ne s'est pas trompé. Le réseau social est devenu le principal espace d'information du pays. Sensibilité des enquêtes oblige, la vingtaine de membres s'est entourée d'experts en cybersécurité et d'avocats. Seul un petit logo sur la porte indique leur quartier général basé à Bucarest. D'un calme olympien, Paul Radu ne se sent pas en danger. Le sang-froid nécessaire à l'enquête est devenu une seconde nature chez lui, car il faut faire face aux représailles. Athlétique et grave, le datajournaliste a quelque chose du soldat vétéran.

En guerre contre Dragnea

Le retour de bâton ? Liviu Dragnea accuse le média de diffamation, réclame les sources au nom de la protection des données, ainsi que... 20 millions d'euros. Un bras de fer prévisible pour le chef du collectif : « Dans le cas du PSD, il ne s'agit que de la préservation de l'intérêt de quelques-uns, qui ne veulent pas aller en prison. » Un an auparavant, le collectif a reçu la visite des services fiscaux, pour fraude de grande envergure. Suspect et risible, selon le datajournaliste, car le « budget de Rise Project n'atteint même pas quelques centaines de milliers d'euros. Les fonds proviennent de dons, d'appels à projet d'organismes journalistiques internationaux » et du partenariat entre les gouvernements suisse et... roumain. « En réalité, ils nous donnent de l'argent pour qu'on enquête sur eux ! », s'amuse Paul Radu, tout en montrant le modeste bureau de l'avenue Victoriei.

Retour aux sources

C'est dans la capitale, sa ville natale, qu'il obtient, à seulement 24 ans, sa première médaille. Une affaire d'abus sexuel entachant la police. Rapidement, le jeune journaliste dévoreur de livres est avide de comprendre le monde du crime organisé et de la corruption. Il continue de prendre du galon à l'étranger. Dans le nord tropical de la Colombie pour étudier le business de la cocaïne, dans l'aride Texas des États-Unis pour se former au datajournalisme, dans les froides prisons d'Europe de l'Est pour enquêter sur l'économie sous-



Sur Facebook, Rise Project expose les documents des *Teleorman leaks*. Photo DR.

terrine. Le point de mire de ses recherches : une corruption sans frontières. Le journaliste revient au pays pour se pencher sur le mal qui ronge les Balkans. Grâce au web, les « data » font fi des territoires.

Paul Radu travaille au journal *Evenimentul Zilei*, puis intègre le Centre roumain de journalisme d'investigation (CRIJ). En 2003, sous couverture pour une enquête sur le trafic d'esclaves sexuelles, il apprend l'inconcevable : des femmes sont vendues dans les rues de Bucarest. « J'avais des caméras cachées sur moi, il fallait que j'achète une fille. Je l'ai fait. Pour 400 dollars, je l'ai sortie de là. » Paul Radu ne peut empêcher la jeune femme, trois mois plus tard, de retourner dans la rue : « Une dure leçon. Les femmes sauvées n'ont pas pu s'en sortir. L'aide des pouvoirs publics est très limitée. » L'épisode l'a marqué : « J'avais besoin d'apprendre plus pour faire les choses d'une meilleure manière. Un journaliste ne s'arrête jamais d'apprendre. »

Paul Radu joue avec les limites du métier en rentrant dans le monde militant. En 2006, il crée l'Organised crime and corruption report project (OCCRP), instance de veille et de publication sur la corruption internationale. À sa tête, il travaille en collaboration avec Transparency



LOUIS ULRICH RÉPARER LES VIVANTES

Le trafic sexuel des femmes constitue un marché florissant. Avec son association Adpare, Louis Ulrich cherche à réintégrer les victimes.

●● Camille Chrétien

« Quand on sait ce qui se passe, on a deux choix : essayer d'oublier ou tenter de changer les choses. » Louis Ulrich a choisi. Depuis vingt ans, il aide les victimes de trafic d'êtres humains partout dans le monde. Mais depuis 2018, il poursuit son combat au sein de l'association Adpare, à Bucarest.

Grand, les épaules massives, un sourire qui ne le quitte jamais. Comme une armure pour le protéger des horreurs dont il a été témoin. Quand il parle de son travail, il est intarissable et ponctue chaque phrase de grands gestes. « Il y a trois types de traite d'êtres humains : l'exploitation sexuelle, le travail forcé et la mendicité forcée. » Les trafiquants sont pleins de ressources pour attirer leurs proies : « Ils leur font croire qu'ils les aiment, leur achètent des vêtements, des bijoux, leur font miroiter une vie meilleure à l'étranger... C'est le modèle du "lover boy" », explique Louis Ulrich.

Au quotidien, il rencontre les victimes dans les locaux de l'association, « à la

machine à café ou en bas de l'immeuble quand on fume une cigarette. Parfois, elles parlent pendant des heures, parfois elles ont juste besoin d'une présence ». Adpare leur permet de se réinsérer dans la société : soutien psychologique, aide juridique, hébergement d'urgence, médiation entre les victimes et leur famille... Un travail primordial : « Certaines viennent encore dix ans après. Elles sont mariées, ont des enfants. Mais ont toujours besoin d'aide pour se reconstruire. »

Depuis le début des années 1990 et la chute du communisme, l'État ne sait plus où donner de la tête tant les cas sont nombreux. L'Office des nations unies contre la drogue et le crime (UNODC) recensait 1 048 victimes en Roumanie en 2011. Cinq ans plus tard, elles étaient encore 756. Mais l'ONU estime que leur nombre réel est plutôt de 1 200. Selon cette étude datant de 2017, le trafic sexuel représente 54 % des cas de traite d'êtres humains. Et les victimes sont des femmes dans 66 % des cas.

Des campagnes de prévention sont lancées à grand renfort de publicités et de



Louis Ulrich a fait du trafic des femmes un de ses combats personnels. Photo Emeline Paillasseur.

reportages dans tout le pays depuis des années. Mais rien ne change. « Avant de partir, ces femmes ont toujours l'espoir que, pour elles, ce sera différent, qu'elles vont avoir une vie meilleure », regrette-t-il.

Louis Ulrich connaît bien son sujet. Il a arpenté l'Italie, la Guinée, la Moldavie... Et a travaillé avec la police locale pour démanteler les réseaux de trafiquants. Le pire ? L'Albanie. « Les femmes étaient battues pendant des mois. On les retrouvait rarement vivantes. » Pendant plusieurs années, son métier le mène en Afrique. Il travaille à la réinsertion d'enfants soldats et de victimes de travail forcé pour les Nations unies. En 2018, il rentre en Roumanie quand une de ses amies de longue date lui propose un poste à Bucarest.

Moyenne d'âge : 13 ans

Pour Adpare, il coordonne un réseau de formation de juristes à l'international. Lorsque les victimes sont reconnues comme telles par un juge, elles doivent être dédommagées, quel que soit le pays

européen où elles sont retrouvées.

« Ici, il n'y a que cinq ou six personnes capables de faire les démarches. C'est trop peu comparé aux besoins. »

Les associations qui apportent une aide psychologique aux victimes se comptent sur les doigts d'une main. Et comme souvent en Roumanie, les autorités ne sont d'aucun secours. Pourquoi ? Louis Ulrich hausse les épaules, sourire en coin. « Ils n'ont pas les moyens de prendre en charge toutes ces victimes. »

Ces dernières années, il a vu leur âge baisser. Adpare a accueilli quatorze mineures en 2018. Moyenne d'âge : 13 ans. Louis baisse les yeux sur sa tasse de café qu'il remue compulsivement. « On leur a volé leur vie. » Parmi les victimes, toutes n'arrivent pas à retrouver une existence normale. « De toute leur vie, elles n'ont connu que la violence. Elles se disent que la prochaine fois, ça marchera. » Alors elles restent au refuge pendant quelques semaines ou quelques mois, et repartent. « Il n'y a pas de femmes exploitées heureuses. Que des trafiquants qui réussissent. » ●●



RADU GURAN

RETOUR AUX BASSES

Le succès international des DJ roumains, et de leur genre si particulier, la minimal, force ceux qui restent à choisir : suivre le mouvement, ou jouer une musique plus joyeuse pour se réapproprier la nuit.

••• Théo Mercadier

Raresh, Petre Inspirescu, Rhadoo : ces trois noms ne diront sûrement rien aux néophytes. Ils ont pourtant attiré 5 000 fêtards dans un hangar en banlieue parisienne pour le Nouvel an 2018. Avec ses rythmes répétitifs et ses lignes de basse discrètes et hypnotiques, la minimal house roumaine fait un tabac dans le monde entier, portée par une nouvelle génération de DJ charismatiques. Et prisés : le trio fondé en 2007 demande jusqu'à 10 000 euros pour délivrer ses performances marathon de cinq heures.

Le succès des trois Roumains a révélé la scène de Bucarest, où une foule de jeunes collectifs se lance dans la minimal pour tenter de se faire un nom, souvent par opportunisme. Ils puisent dans le filon pour espérer être propulsés au firmament en un éclair et faire le tour du monde.

D'autres font entendre une voix discordante, comme un larsen dans la nuit : « *On n'en peut plus d'entendre de la minimal partout, tout le temps. À force, la scène perd son âme* », raconte Radu Guran. Le jeune DJ de 19 ans possède l'oreille absolue et jouit déjà d'une solide réputation dans le milieu de la scène nocturne. Une soirée chaque semaine lui permet de gagner aux alentours de 3 000 lei (600 euros) par mois, soit 200 euros de plus que le salaire minimum.

Celui dont on peine à croire qu'il est fils de député incarne – avec d'autres – une avant-garde qui écrit un acte II de l'électro en revenant aux fondamentaux. Avec ses DJ sets nerveux et bourrés de références, de la vieille house de Chicago aux grooves techno des

années 2000, son monde musical n'a rien de nouveau. Mais il évolue en marge du style qui règne ici en maître tout-puissant : « *Tout le monde s'est mis à la minimal parce que c'est à la mode et plutôt facile à mixer. C'est devenu hipster.* »

Du groove et des oranges

Pour ses dissidents, ce courant est devenu standardisé et répétitif jusqu'à l'ennui, tels « *des bruits de clignotants* ». La fête n'est plus vraiment la fête. Bucarest voit aussi grossir le nombre de touristes qui détonent et déboulent dans les clubs comme en pèlerinage. Ce samedi soir de mars 2019, ils sont nombreux au Control, club mythique de la ville, qui accueille un énième groupe de jeunes DJ minimalistes : 126 fois par minute, un choc secoue la salle sombre où se meuvent une cinquantaine de silhouettes, à peine dessinées par le rouge discret des spots. Boum, boum, boum... Venir ici, c'est remonter jusqu'à la source de la minimal. Et découvrir que cette source commence à se tarir.

Comme Radu Guran, le collectif Groove si Portocale (« du groove et des oranges », en français) s'est mis en tête de lutter contre ce monopole. Ce groupe d'une dizaine de DJ, fondé en 2016 par Alex Irimia, entrepreneur de 33 ans, opère un virage à 180 degrés et reconstruit une communauté tournée vers une musique plus fun, joyeuse et éclectique, mais pas moins exigeante. Caprice d'avant-gardiste ? Le chef de bande voit plutôt son affaire comme une croisade pour le bien commun : « *Plein de gens ne se retrouvaient plus dans cette scène minimal mainstream et omniprésente. Il fallait recréer un espace. On prend la house très dansante d'il y a dix ans et on l'envoie dans*





Radu Guran compose dans sa chambre des musiques qui ambientent aujourd'hui les foules. Photo Théo Mercadier.

ce nouveau Bucarest un peu arty, à la culture club très développée », raconte-t-il en sirotant une bière sur la terrasse du Control. Quelques semaines plus tôt, 1 500 danseurs venaient y fêter les deux ans de son collectif.

Les succès répétés de Groove si Portocale confirment l'efficacité – et la nécessité – de leur approche. Les premiers apéros musicaux en appartement qui débordent sur le trottoir se sont vite transformés en soirées de qualité, prisées par les connaisseurs et les minorités – LGBTQ+ notamment – en quête de lieux de socialisation bienveillants. À l'image des événements organisés sur la plage de Vama Veche, dans l'est du pays : 8 000 personnes y ont répondu présent en mai 2018, faisant de ces jours de fête non-stop le deuxième événement électronique du week-end en Roumanie.

Cette année, deux festivals seront estampillés du nom du collectif : « *On va remettre la musique au centre et laisser tomber les considérations commerciales. La bière coûtera 5 lei (1 euro), la moitié de ce qui se fait habituellement dans le milieu* », continue Alex Irimia. Il a décroché 40 000 euros de subventions, pour moitié européennes, afin d'assurer ces deux dates. L'autre moitié provient directement des caisses de l'État, comme si la société leur disait merci. 🇷🇴



Groove si Portocale a investi le célèbre club du Control, à Bucarest, pour ses deux ans. Photo DR.



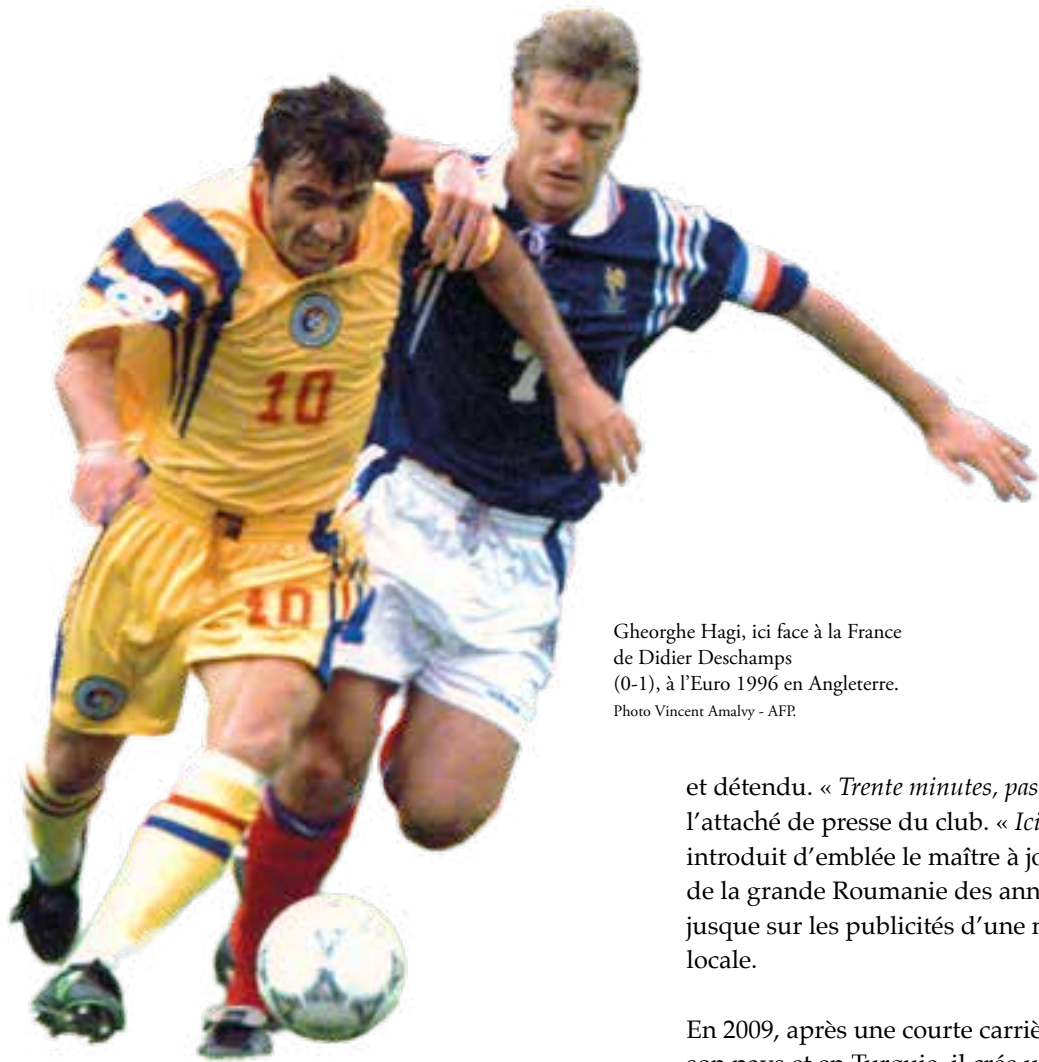
JOUE-LA COMME HAGI

Le légendaire footballeur Gheorghe Hagi, fondateur et entraîneur du FC Viitorul, a aussi créé une académie ultraperformante. Nostalgique de sa génération dorée, il rêve d'un renouveau pour le pays.

🇷🇴 Lohan Benaati et Paolo Philippe

Photo Paolo Philippe.





Gheorghe Hagi, ici face à la France de Didier Deschamps (0-1), à l'Euro 1996 en Angleterre. Photo Vincent Amalvy - AFP.

et détendu. « *Trente minutes, pas plus* », prévient l'attaché de presse du club. « *Ici, j'ai tout construit* », introduit d'emblée le maître à jouer des « Tricolorii » de la grande Roumanie des années 1990, qui s'affiche jusque sur les publicités d'une marque de bière locale.

En 2009, après une courte carrière d'entraîneur dans son pays et en Turquie, il crée un club, le FC Viitorul Constanta (« Avenir » en français), mais surtout une académie. Coût de l'investissement : dix millions d'euros. « *L'académie, c'est une fabrique. Les jeunes incarnent le futur, ce pourquoi nous avons investi. Tout était planifié, j'avais ma vision et je l'ai construite pour arriver au succès* », martèle le robuste patron. Dans sa main, un petit cahier plastifié, « Les champions créent des champions », qui énumère les « *21 titres remportés en Roumanie* », les « *206 joueurs formés à l'académie* » et les « *performances uniques* » du centre de formation. Un « football total » inspiré du 4-3-3 barcelonais et de son idole, le Néerlandais Johan Cruyff, son mentor au Barça.

« Je sais tout, je fais tout »

« *Il y a mis beaucoup de cœur et croit énormément en l'avenir. C'est extraordinaire ce qu'il fait* », reconnaît Viorel Moldovan, l'ancien buteur du FC Nantes qui l'a côtoyé en sélection nationale. Son investissement

est quotidien, quasi-despotique. « *Je sais tout, je fais tout* », assume Hagi. Il baragouine un mélange de français, d'anglais et de roumain : « *Sans moi, personne n'intègre l'académie.* »

À 54 ans, le natif de Sacele, à quarante kilomètres au nord de Constanta, n'a rien perdu de sa gouaille légendaire. Celle qui lui avait fait dire, quelques jours avant le Mondial 98 en France : « *Le football roumain sera mort dans dix ans.* » Quatre ans plus tôt, son but victorieux face à l'Argentine avait envoyé la Roumanie en quart de finale de la Coupe du monde, et tout le pays était descendu dans les rues pour chanter « Hagi président ». L'apogée d'une longue carrière, du Real Madrid à Galatasaray, qui le place, lui et son pied gauche magique, au panthéon des sportifs nationaux, entre la gymnaste Nadia Comaneci et le tennisman Ilie Nastase.

Mais l'ancien footballeur est aussi un businessman « *passionné* », un brin mégalo. « *C'est le big boss, le "petit Père de la nation", à la manière de Staline. Il ne délègue pas* », détaille Radu Naum, journaliste sportif sur la chaîne de télévision Digi Sport. Un côté directif jusque dans les consignes à la presse. Les questions sont longuement scrutées par son assistant avant l'entretien : impossible de l'interroger sur sa forte personnalité ou sur le Farul, l'autre club de Constanta. Celui de ses débuts, où il n'a pas investi en 2009. « *Il voulait avoir un truc à lui, et à personne d'autre* », juge Naum. Challenge réussi : il a décroché le titre de champion de Roumanie en 2017 avec le Viitorul, au nez et à la barbe du Steaua Bucarest, le plus grand club du pays.

Le père, le fils et les enfants

Au surnom de « Regele » (« le Roi », en français), il préfère celui de « Maradona des Carpates », « *car un roi ne travaille pas* », rectifie l'attaché de presse. Tout le contraire d'Hagi, qui œuvre au quotidien pour redorer le blason du foot roumain. « *On a beaucoup de talents ici*, assure Moldovan. *Mais nous avons un vrai travail à faire sur la formation et la mentalité. Il faut laisser tomber ce complexe d'infériorité et n'avoir peur de personne. C'est ce qu'il essaie de transmettre.* »



Le stade du Viitorul Constanta peut accueillir 4 500 spectateurs. Photo Paolo Philippe.



La buste d'Hagi trône dans un coin de la petite salle de presse, entre les trophées et les photos-souvenirs. Photo Paolo Philippe.

La formation et la fierté, deux forces qui ont fait la renommée de la génération dorée des années 1990. Et qu'Hagi s'évertue désormais à enseigner à ses jeunes élèves. « *Il faut se reconstruire. Le football roumain a perdu l'école et le professeur. Nous devons revenir aux fondamentaux, créer une génération meilleure que la nôtre.* » Le renouveau passe par l'Italie, où les espoirs roumains disputeront l'Euro des moins de 21 ans, en juin 2019. Un signal fort pour l'académie, qui possède des joueurs dans toutes les sélections de jeunes. « *J'aime faire progresser*, sourit-il fièrement. *Je veux construire le succès.* »

Il tente d'inculquer cette culture de l'excellence à son fils Ianis, capitaine du Viitorul à seulement 20 ans, un joueur « *intelligent et talentueux, mais qui doit encore progresser* ». Lui, comme d'autres, cristallise les espoirs d'un avenir plus radieux. Et de tout un pays, qui espère que « les enfants d'Hagi », surnom des joueurs de l'académie, dépasseront enfin le père. 🇷🇴





N44°17'098

E28°66'268



Partie remise au casino

Au bord de la mer Noire, l'un des monuments les plus célèbres du pays est à l'abandon depuis presque vingt ans. Aucun projet de réhabilitation n'a abouti. Des amoureux du patrimoine local appellent à une mobilisation citoyenne.

Julianne Rabajoie-Kany

Photo Ana Sandu.

Constanta, 220 kilomètres à l'ouest de Bucarest, a des airs de ville fantôme. En ce mercredi après-midi de printemps, le ciel est clair et le fond de l'air doux. Mais, dans le centre-ville, pas l'ombre d'un promeneur. Les bâtisses abandonnées sont presque plus nombreuses que les édifices occupés. Les entrailles de certaines sont visibles de l'extérieur. D'autres, en meilleur état mais désespérément vides, attendent toujours un acquéreur. La Peninsula, le quartier historique, fait l'objet d'un plan de réhabilitation qui s'éternise. Tout comme le casino, situé en front de

mer. Au bout de la rue Grigore-Tocilescu, sa façade défraîchie continue de défier les assauts des vagues et d'attirer les curieux. Mais le bâtiment, fleuron de l'Art nouveau à son inauguration en 1910, n'a plus rien de majestueux. Un panneau « chantier en cours » est accroché sur les grilles qui bloquent l'accès à l'intérieur : le plafond peut s'effondrer à chaque instant.

Depuis 2000, la restauration du monument historique est au point mort. Son abandon coïncide avec l'arrivée de Radu Mazare à la tête de la ville.

Le mandat de l'ancien maire socialiste de Constanta, qui a démissionné en 2015, a été marqué par l'inertie et la corruption. Durant l'ère Mazare, le casino passe tour à tour entre les mains de la mairie et celles d'investisseurs privés, bloquant le début du chantier. Decebal Fagadau, son successeur, promet du changement. Pourtant, depuis 2015, trois appels d'offres se sont succédés. Tous rejetés. « Les Constanzaïns n'en peuvent plus de ces batailles juridiques autour du casino », martèle Irina Leca, une brune au regard incisif derrière de fines lunettes cerclées de noir. Cette historienne de





l'art, spécialisée dans les monuments historiques, a cofondé l'association Arché, en 2011, avec deux architectes. Elles ont lancé l'initiative Casino Rush il y a deux ans, afin d'inscrire le casino sur la liste des sept monuments européens les plus en danger. « *Nous voulions mettre en lumière le problème à l'échelle européenne.* »

« La priorité ce n'est pas de rénover un casino »

Europa Nostra, l'organisation qui gère la liste, a envoyé à Constanta des experts de la conservation du patrimoine en juin dernier. « *En Roumanie, cette expertise n'existe pas. Nous manquons cruellement de budget et de ressources humaines* », déplore Irina Leca. Le rapport d'Europa Nostra est sans appel. L'organisation pointe notamment la faiblesse des accords signés entre la Commission nationale d'investissement, société gestionnaire des travaux, et la municipalité de Constanta, propriétaire du casino. Irina Leca ironise : « *La Commission*

nationale d'investissement s'occupe de tout : routes, immeubles, écoles... La priorité, pour elle, ce n'est clairement pas de rénover un casino. »

Les doutes concernant la fiabilité de la Commission nationale d'investissement ne sont pas dissipés. En octobre dernier, Cristian Andrei Leonte, journaliste au quotidien local *Info Sud-Est*, découvre que la société chargée des études de faisabilité pour la rénovation du casino a été poursuivie pour fraude en juillet 2018. « *Cela n'a pas empêché la Commission nationale d'investissement de signer un contrat avec eux deux mois plus tard. La mairie de Constanta avait également accès à cette information. Il suffisait d'une simple recherche Google.* »

Face à l'immobilisme des autorités, Irina Leca et les bénévoles de l'association Arché tentent de mobiliser les Constanzaïns. Parmi les volontaires, Wendy, une paysagiste qui travaille aussi pour la mairie. « *J'essaie de faire bouger les choses à l'intérieur et à l'ex-*

térieur de l'administration », plaisante la trentenaire au visage poupon. « *Arché a un champ d'action limité. Il faut sensibiliser les citoyens, pour qu'ils demandent des comptes à la mairie.* »

Les jeunes, qui quittent Constanta par centaines chaque année pour poursuivre leurs études à Bucarest ou à l'étranger, sont les moins attachés au patrimoine local. Irina Leca, elle, se souvient de ses fêtes d'école organisées au casino, il y a une vingtaine d'années. « *Mon attachement reste très lié à mes souvenirs d'enfance. Les jeunes n'ont jamais vu le casino en bon état. Pour eux, il s'agit juste d'une ruine.* » L'association a mis en place des « Teen Talks » en mars dernier. L'objectif : que la jeunesse découvre et s'approprie son héritage culturel, « *très peu abordé à l'école* ».

L'ambition d'Arché est d'inciter les citoyens à se projeter et à imaginer la future fonction du casino. En janvier, ils étaient invités à s'exprimer lors d'une réunion. « *On a découvert*

qu'un entrepreneur produisait une bière à l'effigie du casino, la Casino Beer. On s'est dit, "pourquoi ne pas faire quelque chose avec cette marque ?" Il y a tellement d'options », explique Wendy. « *L'idée n'est pas seulement de remettre à neuf un bâtiment historique, et le laisser à nouveau tomber en ruines. Il faut le faire vivre*, ajoute Irina, qui se veut optimiste. *Je vois un intérêt grandissant des Roumains pour les monuments historiques.* »

L'année 2019 sera-t-elle enfin celle des travaux ? Le mardi 26 mars, le ministre du Développement, Vasile Daniel Suci, a tenu à Constanta une conférence de presse avec Decebal Fagadau. Le montant du contrat pour la réhabilitation du casino a été annoncé : environ 110 millions de lei (23 millions d'euros). Un quatrième appel d'offres devrait être lancé en mai. « *Espérons que ce soit le dernier* », a conclu l'édile. Coup de bluff ? Dans cette interminable partie qui vire au jeu de dupes, l'avenir du casino se joue à la roulette. 🎰



L'architecture de Constanta a bénéficié de nombreuses influences. Beaucoup de bâtisses sont aujourd'hui désaffectées. Photo Ana Sandu.





N44°26'41

E26°5'38

Le palais de la petite reine

Du faste d'avant-guerre à la décadence des années rouges, l'élégante résidence de Maria Mihaescu raconte un chapitre de la grande histoire de Bucarest.

●●● Jérémy Pellet



Parmi les voisins de Maria Mihaescu figuraient les plus grands noms de l'histoire roumaine. Aujourd'hui, la plupart de leurs maisons ont disparu.
Photo DR.

Leurs ventres ronds brillent dans le soleil de mars. En 2019, les petits cupidons de pierre habillent toujours les balconnets de la maison de Maria Mihaescu, rue Biserica Amzei, à Bucarest. Dans ce quartier résidentiel peuplé d'ambassades, une guérite de police encombre le trottoir face à la résidence. Là où flânaient, cent ans plus tôt, les conquêtes passagères de la maîtresse des lieux. Aujourd'hui, les ornements baroques et Art nouveau de la façade se dérobent derrière un échafaudage.

Début du siècle dernier. Le bruit court entre les colonnades de l'Athénée Palace, haut lieu des mondanités de l'entre-deux-guerres. Maria Mihaescu a été aperçue dans les rues de la capitale au bras de Ferdinand I^{er} (1865-1927). Le roi de Roumanie lui aurait même offert son hôtel particulier. Une splendide demeure de 1 900 m² répartis sur trois étages, que la nouvelle propriétaire fait rénover en 1905, avant d'y mener sa vie de grande courtisane.

Privée des bavardages mondains, elle n'aurait probablement pas laissé d'empreinte dans l'histoire de la ville. Mais la jeune ambitieuse, née en 1885 à Ditești, un village au nord de Bucarest, s'est forgé dans les pages des journaux et sur le pavé des boulevards, une petite mythologie. Belle, moderne et extravagante, Maria Mihaescu est la grande dame des premières fois. Elle est d'abord, sous l'œil médusé du journaliste George Ranetti, la première femme à se promener à vélo dans la ville, gagnant du même coup le surnom de Mitza la Cycliste. Pionnière récidiviste, elle est encore à l'avant-garde lorsqu'elle préfère le maillot de bain à la robe lors de ses baignades en public.

Maria détonne. Dans son pantalon de velours violet et ses hautes bottes, elle brouille la frontière entre la « poule de luxe » et le « demi-dieu », rapporte l'historien roumain Neagu Djuvara. Mitza dîne aux plus grandes tables. Débite un français glané à Paris sur les Champs-Élysées. Et s'attire les regards amoureux d'artistes et d'écrivains, séduits par ses yeux couleur d'opale. Depuis sa maison de la rue Biserica Amzei, elle est l'héroïne d'un « petit Paris » au parfum de scandale.

Une famille par chambre, Maria au grenier

Avec l'avènement du régime communiste à la fin des années 1940, le destin de la bâtisse bascule. Elle est nationalisée par le Parti. Une famille entassée dans chacune de ses chambres. Et Maria, sa fortune évaporée, se retrouve reléguée à une unique pièce mansardée, jusqu'à sa mort en 1968, à 83 ans. Comme pour nombre d'habitations de la



Pas loin d'abriter un squat il y a dix ans, la façade s'offre un coup de jeune. Photo Maria Santos-Sainz.

capitale, cette réquisition annonce la longue dégradation de ses intérieurs fastueux. Celle des conditions de vie, aussi.

Des années qui ont suivi, on sait peu de choses. Sinon que la maison continue d'être habitée par des citoyens relogés par l'État. La vague de rétrocession post-Ceausescu – qui restitue leurs domiciles aux familles des propriétaires – redonne les clés de la résidence aux descendants de Maria. Ils ne s'y installent pas et abandonnent ses chambres défraîchies aux dizaines de locataires qui en sont finalement expulsés en 2010.

Le bâtiment n'est alors plus qu'une masse de pièces délabrées aux plafonds éventrés. Francisco Calleja, un investisseur hispano-colombien, propose de lui redonner son lustre évanoui. Il souhaite en faire un immeuble de bureaux avec un restaurant en rez-de-chaussée. Neuf ans plus tard, la petite histoire de la maison continue de résonner avec celle du pays. Son grand chantier de rénovation souffre aujourd'hui d'un nouveau fléau national : l'exil des ouvriers qualifiés. ●●●





N44°44'7I

E26°07'47

Gare à l'exode

Chaque année, le pays voit partir à l'étranger des milliers de jeunes en quête d'un avenir meilleur. Un phénomène de masse que le gouvernement n'arrive pas à endiguer.

Victor Lengronne et Paolo Philippe

Gare de Bucarest Nord. Un des points de départ de l'exode. À l'heure de pointe, l'assourdissant vacarme des valises masque le bruit des trains. « *Et toi, tu pars quand ?* » La question revient sans cesse. Pour de nombreux jeunes de la capitale et de tout le pays, l'avenir s'écrit ailleurs. « *Une évidence* » pour Daria, grande brune de 18 ans qui rejoindra Amsterdam, ses canaux et ses universités d'élite en septembre. 47 % des jeunes, comme elle, ont déclaré leur intention de partir à l'étranger.

Daria sort du baccalauréat blanc en cette matinée de mars. Bientôt, elle passera le vrai bac, prendra des vacances et quittera la capitale, comme plus de la moitié de sa classe, pour étudier la communication scientifique. Un voyage vers l'inconnu qu'elle appréhende. « *J'ai peur, oui. Mais aux Pays-Bas, j'aurai plus de chances de réussir* », confesse-t-elle dans un anglais limpide. Comme Stefan, qui s'apprête à étudier la chimie, lui aussi aux Pays-Bas, et qui compare ce départ à « *un saut dans le grand bain sans savoir nager* ».

Pour ces jeunes, la faiblesse de certains cursus universitaires justifie l'exode. « *J'ai visité les installations de la faculté que je devais intégrer, j'ai été très déçue, un peu choquée. Ça m'a découragée* », déplore Daria. À l'exception de la médecine et de l'informatique, le système éducatif souffre de gros manques. « *L'école roumaine prépare*

de bons étudiants qui ne trouvent pas de postes adaptés à leurs diplômes », explique par ailleurs Dumitru Sandu, professeur de sociologie, spécialiste des migrations à l'université de Bucarest.

« Ici, l'espoir est minuscule »

La politique et la corruption poussent également les jeunes à partir, malgré leur attachement à la Roumanie. « *C'est le bordel ici, alors oui, mon pays est derrière moi. C'est trop difficile de changer les choses* », regrette Daria. Pour Dumitru Sandu, « *les jeunes Roumains ont maintenant les mêmes ambitions que ceux d'Europe de l'Ouest* ». Stefan confirme cette envie d'ailleurs. « *C'est un challenge, j'ai besoin d'aller m'accomplir. L'espoir est minuscule en Roumanie.* » Et ensuite ? « *Je ne suis pas sûr de revenir. Je pense plus à moi qu'à mon pays.* »

Un sentiment qui fait écho à un phénomène intergénérationnel. En dix ans, 3,4 millions de Roumains, du lycéen au quadragénaire, ont quitté le pays, soit près de 17 % de la population. 33 000 étudiaient à l'étranger en 2016. « *Ils partent pour trouver une vie meilleure* », explique Iona Uricaru, la réalisatrice de *Lune de miel*, sorti en mars 2019 dans les salles françaises. Un film qui évoque l'exode à travers l'arrivée d'une mère et de son fils aux États-Unis. En général, ce sont plutôt « *des jeunes qualifiés qui partent* » et contri-

buent à la « *fuite des cerveaux* ». Si le gouvernement considère cette hémorragie avec embarras, il peine à réagir. D'autant plus que l'exode massif des jeunes participe au « *vieillessement* » de la population. « *Seuls les informaticiens bénéficient d'avantages fiscaux. Le gouvernement est bien loin d'avoir une politique encourageant la stabilité. Stopper l'émigration, c'est utopique.* » En attendant, c'est toujours la même histoire. Gare de Bucarest Nord, on ne prend que des allers simples. 🇷🇴

« Les corrompus vont vieillir et mourir »

Andrei Tosu, 22 ans, étudiant en informatique à l'Université polytechnique de Bucarest, et vice-président du syndicat national étudiant UNSR.

« Les jeunes partent parce qu'ils n'ont pas d'espoir. C'est aussi plus facile de vivre dans un pays déjà développé. Dans mon cas, c'est différent : le pays cherche des milliers d'informaticiens. Nous avons besoin d'entrepreneurs. Après le communisme, il n'y avait pas d'initiatives, aucune dynamique.

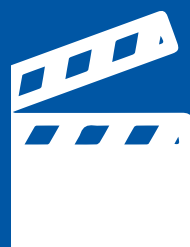
On est optimistes, c'est pour ça qu'on reste. Le temps va changer les choses, notre génération est honnête, les corrompus vont vieillir et mourir. On attend notre tour. »

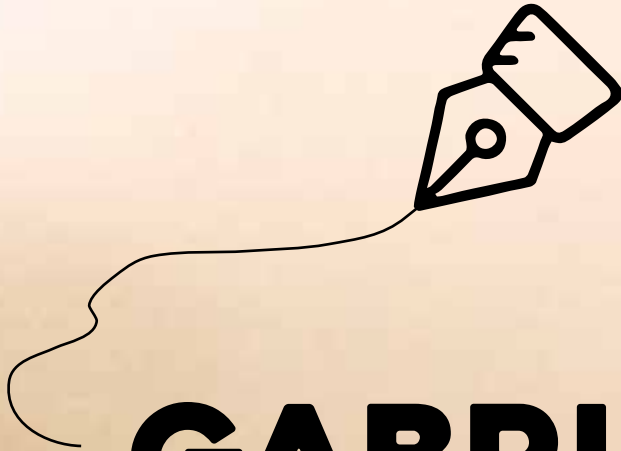


Regards d'artistes

Ils sont les visages de la culture roumaine. Leurs œuvres s'exportent en dehors des frontières et rendent compte d'une société en mutation.

Nous avons rencontré l'écrivaine Gabriela Adamesteanu et le réalisateur Cristian Mungiu. Ils racontent un pays meurtri par quatre décennies de communisme, dont les blessures peinent à cicatriser. Les deux artistes en brossent un portrait réaliste, entre l'inefficacité des gouvernements successifs et des jeunes générations éprises de justice.





GABRIELA ADAMESTEANU

*« En Roumanie, on ne soutient
que les obéissants »*

Romancière de l'intime et du politique, Gabriela Adamesteanu sonde plus d'un demi-siècle d'histoire roumaine. Des premiers jours du communisme à la débâcle du gouvernement actuel, elle dresse le portrait sans concession d'un pays englué dans les relents de l'autoritarisme.

••• Propos recueillis par Victor Lengronne et Jérémy Pellet

L'heure du rendez-vous est passée de quinze minutes quand sa silhouette se détache du flot des passants. Sur cette artère ouverte au vent capricieux, à deux pas de la place Victoriei, Gabriela Adamesteanu s'avance, sourire avenant sur un visage fatigué. À bientôt 77 ans, la grande dame des lettres roumaines nous rencontre entre deux avions. Elle revient tout juste du Salon du livre parisien et repart le lendemain en Allemagne. La veille à Bucarest, elle a reçu un prix pour son dernier roman, *Fontana di Trevi* (2018, inédit en France). Depuis plus de quarante ans, cette enfant des années stalinienne raconte la chape du communisme et la grisaille des existences. L'ombre de la machine totalitaire qui pénètre jusque dans l'intimité du foyer et ronge ses personnages.

La romancière a 42 ans lorsque le régime communiste s'effondre, en 1989. Dans la fièvre post-révolutionnaire, elle rejoint l'opposition et ajoute le commentaire politique à la fiction. Rédactrice en chef de l'hebdomadaire dissident *Revue 22* jusqu'en 2005, elle suit l'évolution de la société roumaine avec son œil d'écrivaine. Publiée en France aux éditions Non Lieu et Gallimard, la femme de lettres traque les empreintes durables de la dictature et appelle à un sursaut citoyen.

Visó : Vous venez de faire paraître en France vos mémoires, *Les années romantiques*. Pourquoi ce titre ?

Gabriela Adamesteanu : Les années romantiques sont celles qui suivent la révolution et la chute de Nicolae Ceausescu. Mais ce titre n'est pas de moi. Un ami m'a dit : « *On s'agite tellement aujourd'hui qu'on n'est plus dans ces années romantiques.* » C'était une époque portée par un idéalisme et bien sûr, aussi, un manque de pragmatisme. Il y a dans ce titre une grande déception. Les espoirs post-révolution n'ont pas été totalement déçus... Mais les illusions romantiques s'accomplissent-elles jamais dans la vie ?

Comment avez-vous vécu cette bascule ?

L'année 1990 a été assez spéciale pour moi. À partir du 21 décembre 1989 (manifestation de protestation contre le régime, ndlr), à Bucarest, c'était déjà un autre monde, une Roumanie nouvelle, où tout paraissait neuf : des

manifestations qui n'existaient plus depuis au moins 50 ans, des ONG, des organisations civiles, des partis politiques et des journaux indépendants. Ce type d'initiatives avait disparu depuis l'entre-deux-guerres. Mais d'un autre côté, les structures restaient celles du Parti communiste et de la police secrète.

C'était l'effondrement d'un régime né quelques années seulement après vous. Vous avez grandi avec...

Je viens d'une famille bourgeoise qui, comme on le disait sous le communisme, avait des « taches » dans son dossier. Ma biographie n'est pas exactement celle de mes personnages. Mon père n'a pas fait de prison, comme dans l'un de mes romans, *Vienne le jour* (paru en 2009, ndlr). En revanche, un de mes oncles est mort derrière les barreaux, après une détention de huit mois. Il y a eu une rafle après les mouvements solidaires avec l'insurrection hongroise, en 1956. La révolution en Hongrie, c'est l'un des souvenirs politiques de mon adolescence. Mes parents écoutaient des radios étrangères qu'on captait difficilement sur notre petit poste. C'est comme ça que j'ai entendu que les soviétiques étaient entrés à Budapest. Jusque-là, on croyait encore que la situation pouvait changer.

Vous n'étiez pas une enfant du communisme ?

Je suis plus ou moins une enfant du communisme. J'ai été éduquée contre, à la maison, mais je n'avais pas d'autre choix que de vivre dans des structures communistes. J'ai été membre des Jeunes communistes. C'était obligatoire à l'école. Je suis rentrée au parti comme bon nombre de collègues, sans vraiment y adhérer, cela dit. Quand tu n'avais pas ta carte rouge, il y avait plein de domaines dans lesquels tu ne pouvais pas travailler.

Comme la littérature, par exemple ?

Disons qu'il fallait écrire conformément au réalisme socialiste. Je n'ai jamais écrit dans ce dogme, en place depuis 1949. D'ailleurs, il est mort avant que j'entre en littérature. Le réalisme socialiste, c'était une intrigue assez simple, où il

y avait un *deus ex machina*, l'activiste du parti. L'intellectuel était toujours désigné comme indécis, faible et capable de faire des erreurs. Les bons étaient soit ouvriers, soit paysans collectivistes. Les mauvais étaient les capitalistes et les paysans riches, qui essayaient de détruire le système socialiste, finalement sauvé par l'activiste, qui montrait toujours la bonne voie. C'était une prose avec une fin heureuse qui se rapprochait de la recette d'Hollywood, mais avec d'autres personnages.

Quand vous débarquez dans le paysage littéraire, l'heure n'est plus à la célébration du communisme ?

Dans les années 1960, la littérature avait déjà changé, avec une nouvelle génération favorisée par l'ouverture politique. Elle essayait de faire le lien avec la littérature de l'entre-deux-guerres. Beaucoup d'écrivains qui ont écrit des louanges de Staline ou des romans réalistes socialistes ont été oubliés. Certains ont fait leur *mea culpa*. Moi, j'ai écrit un peu plus tard, en 1975.

La censure avait-elle disparu ?

J'ai été éditrice d'encyclopédies pour une maison d'édition scientifique, à partir de 1965. La censure était présente, mais moins que chez mes collègues en histoire et en géopo-

litique. Par exemple, l'une des plus grandes encyclopédies sur la Roumanie a été détruite, car les articles sur Elena et Nicolae Ceausescu n'étaient jamais suffisants à leur goût. Ils les voulaient toujours plus grands. J'ai vu la censure idéologique et le national-communisme s'étendre dans les récits historiques. Dans les dernières années, lorsque le pays était plutôt conduit par Elena, tout le monde subissait les pressions de la censure. La maison d'édition où je travaillais, Cartea Romaneasca, publiait des livres audacieux, aux côtés d'hommages aux dirigeants. C'était le compromis : sortir des anthologies qu'on disait « de merde » pour Ceausescu et sa femme. Il n'y avait pas de liberté de la presse. Tout était faux d'un bout à l'autre. C'était de la propagande.

À la chute du régime, la presse devient pour vous un moyen de contestation.

Je suis entrée dans la presse dès 1991, avec la *Revue 22*, l'hebdomadaire du Groupe pour le dialogue social. Mon travail était celui d'une journaliste très partisane. Nous étions dans l'opposition. Le pouvoir politique était retombé entre les mains de la nomenklatura de second rang, comme Ion Iliescu (président du pays de 1989 à 1996 et de 2000 à 2004, ndlr). Son parti (le Front de salut national, ndlr) était construit sur la structure du Parti communiste. On la retrouve plus ou moins aujourd'hui.

Elena et Nicolae Ceausescu dans leurs œuvres, en plein culte de la personnalité. Photo DR.



Cet héritage communiste n’a jamais disparu ?

Le pays a conservé toutes ses mauvaises habitudes, dont le fait de garder le pouvoir coûte que coûte. Le gouvernement actuel en est l’un des meilleurs exemples. Il s’est baptisé social-démocrate mais il a de gros problèmes avec sa famille politique en Europe. La faute à un certain autoritarisme, qui tend à renaître dans les pays de l’Est. Il reste ancré dans l’ADN des gens. Aujourd’hui, on peut voir des petits Ceausescu partout. Le chef du parti au pouvoir, Liviu Dragnea (président du PSD et de la Chambre des députés, ndlr), n’a pas eu de chance : il aurait eu toute sa place avant 1989... Notre époque ne lui facilite pas la tâche pour gouverner. Quand il change trois fois de Premier ministre en un an, parce que les deux autres n’ont pas totalement obéi à ce qu’il leur a demandé, ce sont d’anciennes pratiques. Sous le communisme, il n’existait pas de Premier ministre, de Parlement, de gouvernement. Seule comptait la volonté d’une personne. Je suis triste de voir quelqu’un qui veuille encore se comporter comme un dictateur et faire des autres des marionnettes. Je suis sûre que Dragnea va perdre le pouvoir aux prochaines élections législatives, en 2020.

Quel regard portez-vous sur l’actuel gouvernement ?

Ce qui me dérange beaucoup, c’est de voir qu’il est constitué en bonne partie d’incompétents. Il y a beaucoup de gens qualifiés, mais malheureusement, ici, on ne soutient que les obéissants. On dit, et j’en suis persuadée, qu’on n’a jamais eu un gouvernement aussi inefficace, sauf aux derniers temps de Ceausescu. Des ministres qui ne connaissent pas leur métier, qui haïssent l’Europe, qui construisent dans la population un discours anti-européen, avec l’argument que l’Union européenne a seulement voulu faire du pays un grand marché et qu’elle nous humilie. Mais la Roumanie sans l’Europe ne peut pas se gérer.

Vous êtes en revanche l’un des seuls pays européens à avoir une femme à la tête de votre gouvernement...

Dire que la Roumanie soutient la carrière des femmes, c’est un peu facile, quand on sait que la Première ministre, Viorica Dancila, est incapable de lire ses textes. Elle fait beaucoup de gaffes. À chaque déplacement à l’étranger, tout le pays en fait des caricatures humoristiques. L’opposition lui a demandé de s’exprimer librement. Elle leur

a répondu : « Je préfère lire ma feuille, plutôt que de dire des bêtises. » Elle est formidable... C’est une marionnette ! La ministre de l’Intérieur (Carmen Dan, ndlr) n’est pas beaucoup mieux : c’est une autre exécutante.

La jeunesse roumaine a-t-elle un rôle à jouer pour enrayer cette dynamique politique ?

Bien sûr. Beaucoup de jeunes veulent vivre dans un pays démocratique et en ont assez. Ils incarnent ce qu’on appelle « une liberté paresseuse ». Lors de la dernière élection présidentielle, ils ont préféré partir en week-end plutôt que d’aller voter. C’est pour cela que le PSD a hérité de la majorité au Parlement. Beaucoup se sont retrouvés piégés. Ceux qui sont dans la rue maintenant ne sont pas allés voter. Ils ont fait une erreur. Comment réparer ? On doit attendre les prochaines élections législatives. J’espère que maintenant, ils vont se rendre aux urnes.

C’est quoi pour vous, être roumain ?

Pour moi, c’est être roumain dans l’Europe. C’est ce que nous ressentions avant même que le pays n’intègre l’Union européenne, en 2007. Nous nous sommes toujours considérés européens. Même les partis extrémistes dans les années 1990 voulaient être dans l’Europe !

Et quels sont, selon vous, les défis de demain ?

Le principal défi reste notre position géopolitique. Le pays se sent toujours un peu sous tension, car il est à la frontière du continent. La Roumanie aurait pu tomber dans une partie neutre entre l’Europe et la Russie et subir le même sort que l’Ukraine. On y a échappé de peu. On est entrés dans l’OTAN en 2004, après la campagne en Afghanistan. Auparavant, on ne savait pas exactement comment se positionner, comme la Bulgarie. Les Russes veulent un couloir qu’ils contrôlent. La Moldavie est déjà tombée dedans. Vladimir Poutine cherche à récupérer les territoires perdus par l’Empire soviétique. Au-delà du risque que nous nous infligeons à nous-mêmes, en nous laissant diriger par des incompétents, je pense que la fuite des cerveaux est aussi une question préoccupante. 🇷🇴

« Les cercles politiques sont fermés, il faut une clef, un passe-partout, pour y glisser le nez. »

Extrait des *Années romantiques*
Non Lieu, 2019



Photo Mélanie Volland.



Un père en prison, un oncle déchû de ses fonctions : la persécution communiste des années 1950 frappe à la porte de la jeune Letitia. Un roman d’apprentissage en forme de traversée du désert. Celui de la monotonie des jours.

Vienne le jour, Gallimard, 2009



Vica, ancienne couturière modeste à la gouaille légendaire, livre son regard de « femme de peuple ». Au gré de ses commentaires et rencontres, d’autres visages, surtout féminins, se révèlent : bourgeois, intellectuels, communistes...

Une matinée perdue, Gallimard, 2005



Des nouvelles comme autant de variations sur un même thème : ces couples qui ploient sous le poids du communisme. Vidés par l’emprise du régime, hommes et femmes y dessinent l’impasse de leurs existences, dans un enchevêtrement de monologues intérieurs.

Gare de l’Est, Non Lieu, 2018



Comment la politique s’immisce-t-elle dans la vie privée ? Letitia tente d’échapper à son mariage avec Sorin, un universitaire obsédé par sa carrière. Mais dans la Roumanie des années 1970, l’adultère est risqué, le divorce, aussi.

Situation provisoire, Gallimard, 2013



CRISTIAN MUNGIU

Au-delà des bobines

Visage méconnu mais figure emblématique, le réalisateur roumain, auteur d'une œuvre forte et engagée, s'active en coulisses pour promouvoir le meilleur du 7^e art.

Antoine Belhassen et Victor Lengronne



Photo Victor Lengronne.

Une vieille dame se tient assise sur le perron d'un immeuble. Son long pull-over rouge couvre une jupe bleue fatiguée. Ses mains ridées cachent des friandises, qui suscitent la convoitise de quelques chats affamés. Le voisin d'en face ne s'en plaint pas, il lui arrive de les nourrir aussi : Cristian Mungiu a pourtant des journées bien remplies entre écriture, montage et casting. Si une Palme d'or (2007) et les prix du meilleur scénario (2012) et du meilleur réalisateur (2016), reçus au Festival de Cannes, l'ont érigé en maître du cinéma roumain dans le monde entier, il n'en reste pas moins un homme simple et accessible.

Il y a douze ans déjà, le réalisateur roumain atteignait le Graal des récompenses cinéphiliques avec *4 mois, 3 semaines, 2 jours*, film sombre et radical, récit d'un avortement clandestin sous le régime de Ceausescu. Un an plus tôt, il n'avait aucune idée pour ce projet et six mois avant le tournage, « aucun argent pour le produire », expliquait alors le cinéaste devant le jury. Cette absence de visibilité semble être un lointain souvenir. Cristian Mungiu dirige désormais, d'une main précise et ferme, sa propre société de production, Mobra Films, du nom d'une petite moto produite en série pendant le communisme : « C'était une sorte de Solex, un engin qu'on ne pouvait pas prendre au sérieux. Nous nous sommes lancés dans cet esprit », sourit-il.

Une banale maison à la façade noircie par le temps abrite les activités de Mobra, en plein cœur de Bucarest. Une dizaine de bureaux s'agglutinent au rez-de-chaussée. Celui du cinéaste n'est ni plus grand ni plus beau que les autres. Sur une étagère, deux ou trois récompenses et une pile de dossiers. À côté, des maisons en pâte-à-modeler avec des bouts de bois et trois marrons : une représentation sommaire d'un des décors de son troisième long-métrage, *Au-delà des collines*.

Mobra a trouvé son rythme. En quinze ans, l'entreprise a porté une vingtaine d'œuvres (fictions, documentaires et courts-métrages). Cristian Mungiu y a produit tous ses



Le bureau de Cristian Mungiu se trouve à cinq minutes des grands boulevards du centre-ville. Photo Victor Lengronne.

films. Mais il a aussi mis l'outil au service d'autres talents dont Ioana Uricaru, réalisatrice de *Lune de miel* (sorti en mars 2019) et amie de longue date. Dans les années 2000, ils partageaient les bancs de l'école de cinéma de Bucarest. Ensemble, ils ont remporté un prix avec en bonus un voyage à Hollywood. La terre promise du cinéma a suscité chez eux des réactions divergentes. « Pour ma part j'étais intriguée et curieuse. J'y suis restée. Lui, par contre, ne s'y est pas plu. Il a décidé de retourner en Roumanie et je pense que c'était une bonne décision vu le succès qu'il y a rencontré. Comme producteur, il a un nom et une réputation, tout comme sa compagnie. Je l'ai appelé à plusieurs reprises pendant le tournage de *Lune de miel* et il a toujours été d'une grande aide. Je reste attentive à tout ce qu'il peut m'apporter. »

Double casquette

Cristian Mungiu n'aime pas commenter les maux de son pays. Ses films parlent pour lui. Il accepte en revanche de s'exprimer sur ses autres activités, à commencer par celle de producteur. Les difficultés pour financer ses premiers longs-métrages l'ont incité à s'investir dans ce rôle : « Après 4 mois, 3 semaines, 2 jours, je me devais de faire ça pour les autres. » Cette double casquette, pourtant, peut s'avérer déstabilisante : « Je me retrouve parfois dans des situations difficiles. En tant que réalisateur, j'ai mes propres idées de mise en scène. Mais en tant que producteur, je ne peux pas imposer aux autres cinéastes ce que je pense être le plus judicieux. »

Cristian Mungiu se bat sur tous les fronts pour défendre le 7^e art et sa diversité. Manque d'infrastructures, téléchargement illégal, omniprésence des superproductions : rien

ne facilite la diffusion des films d'auteur en Roumanie. En 2007, pour présenter *4 mois, 3 semaines, 2 jours*, il a arpenté le pays avec un cinéma itinérant. « J'ai essayé de donner l'exemple. C'est devenu un peu la norme ici. Maintenant, chaque cinéaste cherche à présenter son film en caravane. » Spécialiste du cinéma de l'Europe de l'Est, Joël Chapron résume bien l'influence du cinéaste dans son pays : « Lorsque l'on veut parler de cinéma roumain, c'est à lui que l'on s'adresse, pas au ministère de la Culture », qui comptait seulement 120 fonctionnaires en 2018.

Cannes à Bucarest

Sa volonté d'amener le cinéma à tous et partout n'est pas prête de s'éteindre. Le natif de Iasi, en Moldavie, s'apprête à sillonner de nouveau les Carpates et autres contrées roumaines, en octobre 2019. Son festival, Les Films de Cannes à Bucarest, célébrera sa dixième édition et s'exportera dans neuf autres villes.

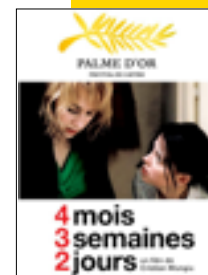
L'objectif est toujours le même, année après année : faire découvrir au public roumain la sélection du festival qui l'a propulsé chef de file du cinéma d'Europe de l'Est, avec le Russe Andreï Zviaguintsev. « Les films cannois, ce n'est pas juste du divertissement. C'est une autre affaire ! Il faut se préparer à regarder de telles œuvres. Il y a toujours une réflexion derrière et c'est ce que j'essaie de promouvoir. » Pensif, il cherche les mots adéquats avant de poursuivre : « Ce festival est une chance en Roumanie. Les projections sont uniques et ça stimule le public. Ça lui donne envie de voir l'œuvre tout de suite, sous peine de la manquer pour de bon ! » Cristian Mungiu a décliné le concept avec le Festival du cinéma indépendant américain. Un événement qu'il a organisé pour la troisième fois en avril dernier.

Le cinéaste ne compte pas ses efforts pour enrichir le regard de ses concitoyens. La transmission lui tient à cœur. Il intervient aussi dans de nombreuses universités : Sarajevo, Bologne, Turin... « Je veux laisser de la liberté aux jeunes talents » : partager le savoir-faire, la technique et laisser l'inspiration faire le reste.

Toutes ces activités n'ont décidément pas changé l'homme, capable de nourrir les chats du quartier et de faire un détour pour s'émerveiller devant deux magnolias en fleurs, « les plus beaux de Bucarest ». Sur la façade de ses bureaux, rien n'indique sa présence. La plaque dorée sur laquelle est inscrit « Mobra Films » n'est accrochée qu'à de rares occasions. À l'image de son propriétaire, aussi célèbre que discret et qui, entre deux coups de projecteur, se plaît à rester dans l'ombre. 🌈

UNE CONSCIENCE ROUMAINE

Conscience politique et humaniste, le réalisateur, figure du nouveau cinéma roumain aux côtés de Cristi Puiu et Radu Muntean, pointe les maux de la société. Il esquisse un portrait du pays cadré par une esthétique en prise directe avec le réel : caméra au service de l'intime, technique sans artifices et extrême précision dans les dialogues. Ses histoires, tirées de faits divers, livrent un message universel. Après *Occident*, sorti en 2002, zoom sur ses trois principaux longs-métrages.



4 mois, 3 semaines, 2 jours (2007)

Otilia aide Gabita à avorter clandestinement. Un acte interdit sous la dictature de Ceausescu. De longs plans-séquences, l'absence de musique et une grande attention au détail marquent les esprits à Cannes. Le film reçoit la Palme d'or, la première jamais remise à un cinéaste roumain.



Au-delà des collines (2012)

Voichita est recluse dans un monastère orthodoxe. Alina, son ancienne compagne d'orphelinat, tente de l'en sortir. Poids de la religion orthodoxe, problème des enfants abandonnés... Le film fait, à nouveau, mouche. Il reçoit, sur la Croisette, le prix du meilleur scénario. Ses deux actrices principales se voient attribuer un double prix d'interprétation.



Baccalauréat (2016)

Romeo se retrouve, malgré lui, à remuer ciel et terre pour que sa fille, Eliza, obtienne le bac avec les meilleures notes... quitte à rendre des services intéressés. Ce film aborde l'omniprésence de la corruption et l'exode des jeunes Roumains à l'étranger. Et de trois : le film obtient ex-aequo le prix de la mise en scène à Cannes.

Directeur de la publication : Arnaud Schwartz

Coordination : Sophie Dufau, Florence Monteil, Maria Santos-Sainz, Arnaud Schwartz

Rédacteur et rédactrice en chef : Antoine Belhassen, Manon Pélissier

Chef et cheffe d'édition : Théo Mercadier, Emeline Paillasseur

Secrétaires de rédaction :

Victor Lengronne, Jérémy Pellet, Paolo Philippe, Julianne Rabajoie-Kany

Cheffe iconographie : Mélanie Volland

Directrice artistique : Fred Augry

Photo de Une : Théo Mercadier

Rédactrices et rédacteurs

Antoine Belhassen [@AntBelha](#), Lohan Benaati [@lolo__bnt](#), Camille Chrétien [@CamilleChret](#),
Victor Lengronne [@victorlengronne](#), Théo Mercadier [@mercadiertheo](#),
Mathilde Musset [@mussetooi](#), Corentin Nicolas [@CorentinNcl](#),
Emeline Paillasseur [@EPaillasseur](#), Manon Pélissier [@Manon_Plsr](#),
Jérémy Pellet [@pltjeremy](#), Paolo Philippe [@paolo_phi](#),
Julianne Rabajoie-Kany [@julianne_rk](#), Mélanie Volland [@MelanieVolland](#)

Remerciements

Jean-Baptiste Ancelot, Jade Benafla, Gabriela Blebea, Andrei et Cristiana Bucureci, Vincent Calvez, Pauline Choitel, Cristian Citre, César Compadre, Camelia Cusnir, Erwan Desplanques, Cristina Filip, George Golita, Szep Gyula-Balint, Karine Lambin, Adrian Lazarescu, Marine Leduc, Horia-Victor Lefter, Matei Martin, Ioan Moldoveanu, Antonio-Roberto Momoc, Sylvain Moreau, Radu Naum, Lucian Nemoiu, Maria Nica-Dantes, Laurent Pfeffer, Guillaume Ptak, Lara Rachita, Antoine Roger, Ana Sandu, Jérémy Suyker, Aron Szabo, Tibori Szabo-Zoltan, Monica-Gabriela Tache, Marius Ungureanu, Luiza Vasiliu, Matei Visniec.

Visó, revue éditée à 1 200 exemplaires
et réalisée par les étudiants de Master 2
en spécialité presse écrite/web.
Numéro spécial, ISSN en cours.



Institut de Journalisme Bordeaux Aquitaine
1, rue Jacques-Ellul • 33 800 Bordeaux • 05 57 12 20 20
www.ijba.u-bordeaux-montaigne.fr
[@VisoMag](#) • [@IjbaOfficiel](#)

Imprimeur : BLF impression
4, rue Ariane, ZA Toussaint Catros, 33 185 Le Haillan

Distributeurs : Relay, SAD



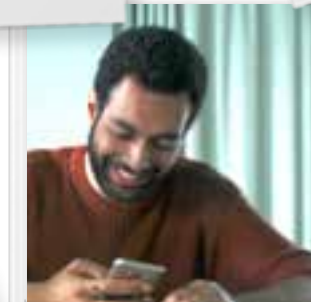
Paolo Philippe



Manon Pélissier



Julianne Rabajoie-Kany



Corentin Nicolas



Antoine Belhassen



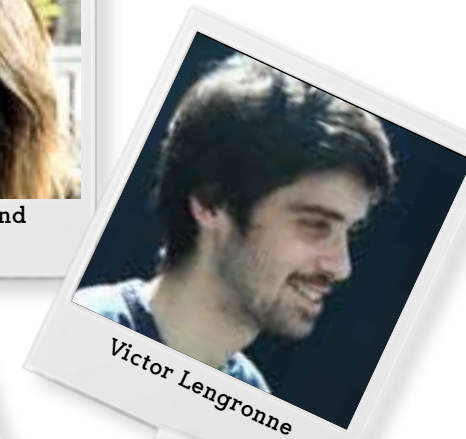
Mathilde Musset



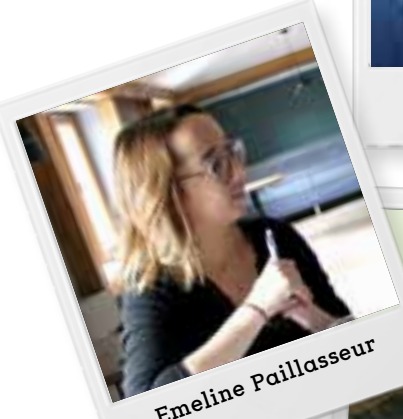
Mélanie Volland



Lohan Benaati



Victor Lengronne



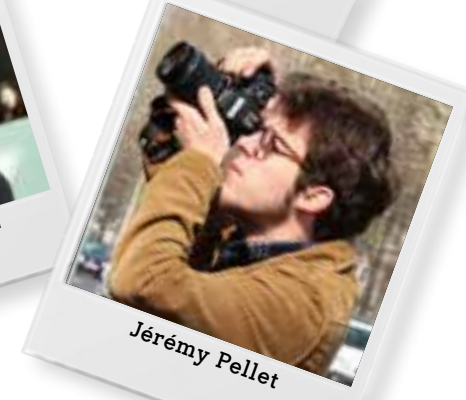
Emeline Paillasseur



Camille Chrétien



Théo Mercadier



Jérémy Pellet

**« Nous vivons dans une
kleptocratie organisée »**

Paul Radu, journaliste d'investigation
p. 68

**« Comme l'État ne
s'en occupait pas, nous
avons construit un hôpital »**

Oana Gheorghiu, cofondatrice d'une ONG
p. 40

**« La Roumanie
n'est pas un État laïc.
La religion est très
présente dans les
équations politiques »**

Une universitaire spécialiste en
théologie, sous couvert d'anonymat
p. 14

**« Quand les Américains
marcheront sur Mars, nous
traverserons peut-être
les Carpates dans
de bonnes conditions »**

Ionut Ciurea, vice-président d'association
p. 64

**« Russe, latine, grecque,
autrichienne, turque...
C'est très rare, autant
de cultures dans un même
pays »**

Alex Petricean, chef cuisinier
p. 62

**« Les corrompus vont
vieillir et mourir.
Nous attendons notre tour,
nous sommes optimistes »**

Andrei Tosu, vice-président
d'un syndicat étudiant
p. 84

**« Nos dirigeants sont comme
un virus : ils s'adaptent en
permanence »**

Florin Badita, activiste anticorruption
p. 44

4,50 €

N°8, mai 2019
Revue annuelle

VISÓ

est une publication de
l'Institut de Journalisme
Bordeaux Aquitaine

ijba
Institut de
journalisme Bordeaux
Aquitaine

**Université
BORDEAUX
MONTAIGNE**

Visó n°8 • 2019 • 4,50 €



3 770003 575238